

Eamonn Butler



INTRODUCTION AUX INEGALITES ECONOMIQUES

iea
Institute of
Economic Affairs


CENTRE FOR
DEVELOPMENT
AND ENTERPRISES
GREAT LAKES
THINK TANK

UNE INTRODUCTION A L'INEGALITE

UNE INTRODUCTION A L'INEGALITE

EAMONN BUTLER



Publié pour la première fois en Grande-Bretagne en 2020 par
L'Institut des affaires économiques

2 rue Lord North
Westminster
Londres SW1P 3LB

en association avec London Publishing Partnership Ltd
www.londonpublishingpartnership.co.uk

La mission de l'Institut des affaires économiques est d'améliorer la compréhension des institutions fondamentales d'une société libre en analysant et en exposant le rôle des marchés dans la résolution des problèmes économiques et sociaux.

Copyright © The Institute of Economic Affairs 2021

Les droits moraux des auteurs ont été revendiqués. Traduction en Français pour la première fois au Burundi en 2021 par le Think Tank, Centre For Development and Enterprises Great Lakes
9 Chaussée du Prince Louis Rwagasore
Bujumbura -Burundi

www.centrefordevelopmentgreatlakes.org

La mission du CDE Great Lakes est de réduire les barrières de la prospérité et d'opportunité grâce aux principes d'une société libre et de marché libre au Burundi, au Rwanda et en République Démocratique du Congo.

Tous les droits sont réservés. Sans limiter les droits d'auteur réservés ci-dessus, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée ou introduite dans un système d'extraction, ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre), sans l'autorisation écrite préalable du titulaire des droits d'auteur et de l'éditeur de ce livre.

Un enregistrement du catalogue CIP pour ce livre est disponible à la British Library. ISBN 978-0-255-36807-0 (interactive PDF)

De nombreuses publications de l'AIE sont traduites dans des langues autres que l'anglais ou sont imprimées. L'autorisation de traduire ou de réimprimer doit être demandée au directeur général à l'adresse ci-dessus.

Composition dans Kepler par T&T Productions Ltd
www.tandtproductions.com

CONTENU

A PROPOS DE L'AUTEUR	viii
Remerciements	ix
Sommaire	x
1. Le débat sur les inégalités	1
Le consensus sur les inégalités	1
Le récit des inégalités	2
Questionner le récit	5
2. Définitions, mesures, explications	8
Signification et implications	8
Inégalité économique	10
Explications théoriques	11
Mesurer l'inégalité des revenus	13
3. Questionner la mesure des revenus	17
Les lacunes dans les données	17
Erreurs et omissions statistiques	19
Qui comparons-nous?	20
Une image peu fiable	22
4. Questionner la mesure de la richesse	26
Les lacunes dans les données	26
Autres facteurs de confusion	29
Qui comparons-nous?	30
Une déformation de la vérité	31
5. Comparaisons internationales	33
Le récit des inégalités mondiales	33
Autres explications	35
Égalité, pauvreté et croissance	38
6- Les riches doivent-ils devenir plus riches ?	42

La richesse est précaire	42
Autres formes de richesse	44
Prospérité sans égalité	45
7. Interroger le cas moral	46
L'argument universel de l'humanité	46
John Rawls : égalité et équité.....	48
8. Remise en question des prétentions pratiques	52
<i>Les erreurs du niveau à bulle</i>	52
Détourner notre attention	56
9. Egalité salariale sur le lieu de travail	57
Les contradictions de l'égalité salariale.....	57
Existe-t-il un écart de rémunération entre hommes et femmes ? .59	
Les PDG valent-ils leur argent ?.....	63
10. Les racines de la politique de péréquation	66
De l'éthique à la politique	66
L'impossibilité d'obtenir des résultats égaux	67
Compenser la malchance.....	69
11. Approches politiques de la péréquation	72
De l'égalité à l'équité	72
Répondre aux besoins des personnes	73
Réduire les différences	76
12. Egalité des chances	77
Le sens de l'égalité des chances	78
Faut-il s'inquiéter de l'héritage ?	80
13. Politiques de redistribution.....	84
Fiscalité progressive.....	84
Impôts sur la fortune	86
Différentes normes pour différents groupes.....	91
14. Démocratie et égalité.....	95

Politique de coalition	95
Limites à la redistribution	97
Qui égalisera les égaliseurs ?	101
1 5. Obstacles à l'égalité	103
Égalité juridique et civile.....	103
Égalité et mobilité.....	104
Obstacles à la mobilité.....	105
1 6. Le rôle des inégalités	107
Les gens veulent-ils l'égalité ?	107
Les sociétés égales et inégales	108
Richesse et statut	109
Faire grossir la tarte	111
1 7 Conclusion	114
Références.....	118
Lectures complémentaires	121
Critiques générales	122

A PROPOS DE L'AUTEUR

Eamonn Butler est Directeur de l'Adam Smith Institute, l'un des principaux groupes de réflexion sur les politiques au monde. Il est titulaire de diplômes en économie et en psychologie, d'un doctorat en philosophie et d'un doctorat honorifique en droit. Dans les années 1970, il a travaillé à Washington pour la Chambre des représentants des États-Unis et a enseigné la philosophie au Hillsdale College, dans le Michigan, avant de retourner au Royaume-Uni pour cofonder l'Adam Smith Institute. Il a remporté la Freedom Medal of Freedoms Foundation à Valley Forge et le UK National Free Enterprise Award ; son film *Secrets of the Magna Carta* a remporté un prix au Anthem Film Festival ; et son livre *Foundations of a Free Society* a remporté le prix Fisher.

Les autres livres d'Eamonn comprennent des introductions sur les économistes pionniers Adam Smith, Milton Friedman, FA Hayek et Ludwig von Mises. Il a également publié des abécédaires sur le libéralisme classique, les choix publics, le capitalisme, la démocratie, le commerce, l'école autrichienne d'économie et les grands penseurs libéraux, ainsi que *The Condensed Wealth of Nations* et *The Best Book on the Market*. Il est co-auteur de *Quarante siècles de contrôle des salaires et des prix* et d'une série de livres sur le QI. Il contribue fréquemment aux médias imprimés, audiovisuels et en ligne.

Remerciements

Merci à de nombreux amis pour leurs suggestions et leur aide avec les sources, et en particulier Fiona Townsley de l'Institut Adam Smith pour son travail de recherche de faits et de références.

Sommaire

La question de l'inégalité économique en est venue à dominer le débat économique et politique, avec un nombre croissant de livres et d'articles. L'égalité est généralement considérée non seulement comme une bonne chose en soi, mais comme quelque chose qui apporte d'autres valeurs telles que la santé et la confiance.

À première vue, les statistiques semblent choquantes, avec quelques riches gagnant la majeure partie des revenus mondiaux et possédant la majeure partie de la richesse physique et financière du monde. L'inégalité a été liée à une espérance de vie plus courte, à une éducation médiocre, à la maladie mentale, à l'obésité, à l'instabilité politique et à d'autres problèmes sociaux. Les militants réclament des impôts sur la fortune, une expansion de l'État-providence et des salaires minimums plus élevés. Cependant, il y a de profondes failles dans ce récit.

Par exemple, l'inégalité est difficile à mesurer. Alors que les revenus avant impôt semblent très inégaux, les impôts et les prestations sociales (y compris l'accès à l'éducation, au logement et aux soins de santé) réduisent considérablement les inégalités réelles de niveau de vie. Une grande partie des avantages que les gens tirent de leur travail n'est pas seulement financière, mais aussi stimulante, agréable et satisfaisante.

Les statistiques sur les inégalités sont trompeuses à d'autres égards. Les revenus des gens augmentent généralement au cours de leur vie, et les personnes à revenu élevé peuvent épargner davantage et accumuler plus de vie. En regroupant les personnes âgées et les jeunes, les statistiques suggèrent une grande inégalité – et le feraient, même si chaque personne gagnait exactement le même montant au cours de sa vie. Les politiques fondées sur le récit des inégalités sont également problématiques.

Bien que l'on parle de 'répartition des revenus', personne ne *distribue en fait* les revenus de manière consciente. Les revenus ne sont que le résultat des actions économiques de chacun. La structure de la richesse et des revenus n'est pas non plus à somme nulle.

Le fait que quelqu'un s'enrichisse ne signifie pas que d'autres doivent s'appauvrir. Au contraire, la propagation des marchés et du commerce au cours des deux derniers siècles a enrichi le monde entier.

La redistribution au nom de l'égalité est contradictoire car elle nous oblige à traiter les gens de *manière inégale*. Et il ignore le fait que la position économique des gens reflète leurs propres choix. Certains peuvent choisir plus de temps en famille, ou la satisfaction au travail, ou la facilité et les loisirs, plutôt qu'un travail mieux rémunéré.

Les détracteurs du programme de redistribution affirment que des politiques telles que des impôts plus élevés, des salaires minimums et un État-providence plus important feraient baisser les incitations, décourageant le travail, l'épargne, l'entreprise et le progrès. Étant donné que les politiciens gèreraient le programme, le soutien n'irait pas aux pauvres mais à des groupes ayant une plus grande influence politique.

Les sondages d'opinion suggèrent que les gens n'aiment pas l'injustice mais placent d'autres objectifs beaucoup plus hauts que *l'égalité*. Se concentrer sur l'inégalité peut nous détourner du vrai problème, comment créer les conditions qui stimuleront la prospérité de chacun.

1. Le débat sur les inégalités

- **Le consensus sur les inégalités**

Les inégalités économiques sont devenues au cœur d'une grande partie du débat universitaire et politique, avec un crescendo croissant de livres d'économistes, d'universitaires et de chercheurs en sciences sociales.

Parmi tant d'autres, il y eut la dénonciation par l'économiste JK Galbraith des excès de *The Affluent Society* ; l'affirmation du philosophe John Rawls dans *A Theory of Justice* selon laquelle l'inégalité est à la fois injuste et irrationnelle ; *The Spirit Level* des chercheurs Kate Pickett et Richard Wilkinson (2010), suggérant que l'inégalité est associée à la plupart des problèmes sociaux ; le point de vue de l'économiste Nobel Joseph Stiglitz dans *The Price of Inequality* (2013) selon lequel les inégalités fragilisent la société ; et l'argument de Thomas Piketty dans *Capital* (2017) selon lequel les riches deviendront toujours plus riches à moins d'être confrontés à un impôt mondial sur la fortune. Les politiciens ont repris la campagne, avec des politiques de salaire minimum, une augmentation des dépenses sociales, des taux marginaux d'imposition sur le revenu qui approchent parfois les 100 % et des propositions d'imposition de la richesse.

Ainsi, il semble qu'il y ait un consensus sur les maux de l'inégalité. Pourtant, moins bien entendus, il y a aussi beaucoup d'économistes, de philosophes et de chercheurs en sciences sociales qui remettent en question les arguments et pensent que le prix des politiques construites sur eux est trop élevé.

- **Le récit des inégalités**

- ✓ **Les statistiques choquantes.**

À première vue, les statistiques sur l'inégalité des revenus semblent choquantes. En Europe, le revenu total des 10 % des mieux payés est 10 fois supérieur à celui des 50 % des plus pauvres. En Asie de l'Est, en Russie et en Amérique du Nord, le chiffre est plus de 15 fois supérieur ; en Amérique latine, en Asie du Sud et du Sud-Est, c'est plus de 20 fois plus ; et en Afrique et au Moyen-Orient, les 10 % des plus riches gagnent 30 fois plus que les 50 % des plus pauvres.

Les statistiques sur l'inégalité des *richesses* sont encore plus *frappantes*. En Europe, les 10 % des plus riches semblent détenir plus de 60 % de la richesse totale. En Amérique du Nord, en Asie du Sud et du Sud-Est, il est de près de 70 % ; en Russie, en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine, il dépasse 70 %. En somme, les 10 pour cent des plus riches du monde possèdent apparemment 76 pour cent de la richesse mondiale et (selon l'ONU) les 1 pour cent des plus riches en possèdent 40 pour cent. Oxfam affirme qu'environ deux mille milliardaires en dollars possèdent plus que 5 milliards des plus pauvres du monde.

Et les riches semblent s'enrichir. Dans les pays développés, la part du revenu gagné par les 1 % des plus riches a fortement chuté entre les années 1920 et les années 1970. Mais au cours des cinq décennies suivantes, il a de nouveau augmenté : les 10 % d'Américains les plus riches ont quintuplé leur richesse, tandis que les 1 % des plus riches ont multiplié la leur par sept.

À l'échelle mondiale, le *Rapport sur les inégalités dans le monde* indique que si la richesse moyenne a augmenté d'environ 3 % depuis 1995, la richesse des plus riches du monde a augmenté de deux à trois fois ce taux.

Les 1% des plus riches ont capté près des deux cinquièmes de toutes les augmentations de richesse depuis lors, tandis que les 50% des plus pauvres du monde n'en ont obtenu que les deux centièmes.

✓ **Inquiétudes sur les inégalités.**

Naturellement, cela est largement considéré comme injuste. Et auto-renforçant aussi : l'héritage et l'éducation donnent aux enfants des riches un départ privilégié dans la vie, et ceux qui ont de l'argent peuvent plus facilement gagner de l'argent et préserver leur privilège. Certains détracteurs des inégalités affirment que les riches utilisent délibérément leur richesse pour rester riches et les autres pauvres, versant de l'argent dans les partis politiques pour garantir l'élection de copains qui réduiront les impôts pour eux tout en réduisant les dépenses sociales pour les autres. Les familles les plus pauvres des sociétés industrielles ont vu leurs emplois externalisés vers d'autres pays ; mais les riches ont de l'argent à revendre et voient leurs investissements financiers s'envoler, sans qu'aucune fiscalité équitable ne les arrête.

Les auteurs de **The Spirit Level** vont plus loin, affirmant que l'inégalité est liée à une espérance de vie plus faible, à une éducation médiocre, à moins de confiance, à plus de maladies mentales, au suicide, à l'obésité, au meurtre et à l'instabilité politique.

Avec plus d'égalité, selon l'**Equality Trust** du Royaume-Uni, "les taux de meurtres pourraient être réduits de moitié, les maladies mentales pourraient être réduites des deux tiers, l'obésité pourrait être réduite de moitié, l'emprisonnement pourrait être réduit de 80 %, les naissances chez les

adolescentes pourraient être réduites de 80 %, les niveaux de confiance pourraient augmenter de 85 %.

✓ **L'appel à la redistribution.**

L'égalité est considérée comme bonne en soi : non seulement équitable et juste – bonne en soi – mais quelque chose qui apporte d'autres valeurs telles que la santé, la paix et la confiance. Elle est également considérée comme découlant des valeurs humaines fondamentales – que les gens naissent égaux et devraient bénéficier des mêmes opportunités et d'une part égale de ce qu'ils produisent tous. La charge de la preuve, dit-on, incombe à ceux qui s'y opposent : avant d'abandonner ce bien évident, ils doivent montrer quels avantages ils en attendent.

En attendant, la présomption est que nous devrions viser à accroître l'égalité. La philanthropie ne suffit pas : seule une révolution sociale et fiscale suffira, avec des impôts progressifs sur le revenu, des impôts sur la fortune, un État-providence élargi, une fourniture plus équitable des biens de base comme la santé, le logement et l'éducation, des salaires minimums, des syndicats plus forts, des lois sur la discrimination et mesures visant à élargir les possibilités d'emploi. Ou même une plus grande révolution.

Certains militants soutiennent que le problème de l'inégalité est intrinsèque au capitalisme lui-même et que seul un système économique totalement différent peut y mettre fin.

- **Questionner le récit.**

Ce récit de l'inégalité est maintenant si familier et si largement tenu pour acquis qu'il n'est guère nécessaire de le décrire davantage. Au lieu de cela, ce livre cherchera à mettre le récit en perspective, et à tester ses prétentions, en se concentrant sur les critiques qui lui ont été faites - des critiques qui sont importantes et répandues, mais qui peinent à recevoir la même attention.

- ✓ **Les problèmes de mesure.**

Par exemple, les critiques du récit soulignent que l'inégalité des revenus est difficile à mesurer. L'argent n'est pas tout : les gens tirent aussi un « revenu psychologique » d'emplois satisfaisants, stimulants et agréables ; mais cela ne se mesure pas. De plus, si les revenus avant impôt paraissent très inégaux, ils le sont beaucoup moins après impôt. Et les prestations de l'État, telles que l'aide sociale et les retraites, vont principalement aux pauvres. Ce que nous arrivons tous à *consommer* est beaucoup plus égalitaire.

Ensuite, il y a le problème que les revenus des gens augmentent généralement au cours de leur vie (et la richesse plus encore, car les personnes âgées aux revenus plus élevés peuvent épargner davantage), de sorte que les statistiques exagèrent les inégalités en comparant les personnes à différentes étapes de la vie.

Une grande partie de la richesse, telle que celle détenue par les gouvernements ou les entreprises, n'entre même pas dans les

calculs, ce qui nous donne la fausse impression que la plupart des richesses sont contrôlées par quelques individus riches.

De plus, la richesse fluctue, à mesure que les prix des actifs des gens (tels que les actions, les obligations, l'immobilier ou les voitures) augmentent ou diminuent. En effet, s'il y a un krach financier et que la richesse de chacun diminue, mais que le patrimoine des riches diminue encore plus, l'égalité augmenterait, même si tout le monde est moins bien loti : est-ce ce que nous voulons ?

✓ **Le traitement inégal.**

« Égalité » et « répartition des revenus », disent ces critiques, sont des termes chargés : nous parlons en fait de *différences* dans les résultats. Cela arrive, pour de bonnes et de mauvaises raisons, mais personne ne les 'distribue' consciemment. *La redistribution* au nom de cette égalité est une contradiction car elle nous oblige à traiter les gens de manière inégale – en prenant aux uns, en donnant aux autres. De plus, les gens diffèrent d'innombrables façons non financières - telles que les antécédents familiaux ou les capacités naturelles comme la force ou l'attractivité - qui peuvent toutes affecter leur capacité de gain mais sont impossibles à mesurer. Et la fortune des gens dépend aussi de leurs propres choix : compenser les gens pour de mauvais choix peut simplement encourager d'autres mauvais choix.

✓ **Les problèmes politiques.**

Les politiques proposées pour réduire les inégalités, telles que des impôts progressifs et des prestations publiques plus élevées, feraient baisser les incitations, disent les critiques, décourageant le travail, l'épargne, l'entreprise, l'innovation, le

progrès et la prospérité. Leurs revenus n'iraient pas aux pauvres mais seraient distribués selon la force politique des groupes.

Dans tous les cas, les programmes de l'État ne sont pas exactement équitables – l'offre de scolarisation, par exemple, n'est guère « égale » si vous n'avez pas d'enfants pour en bénéficier. Et les politiciens et les fonctionnaires chargés de toute cette redistribution auraient besoin de vastes pouvoirs, dont ils pourraient abuser.

✓ **D'autres soucis.**

Les sondages suggèrent que les gens s'opposent à l'injustice, mais classent d'autres problèmes plus hauts que l'inégalité. La plupart veulent simplement travailler dur et aller de l'avant, ne pas vivre dans une société égalitaire. En effet, les gens risquent leur vie pour migrer vers d'autres pays en quête de liberté et de fortune, et non d'égalité.

Plutôt que de s'efforcer de produire une *égalité* de richesse impossible, disent les critiques, nous devrions nous concentrer sur la *création de* richesse. Ils prônent l'égalité des droits juridiques et politiques, mais suppriment les obstacles à l'amélioration personnelle des gens et les traitent comme des individus libres et divers. Cela peut produire de grandes différences de revenus et de richesse, mais si cela rend *tout le monde* meilleur et met fin à la pauvreté, quelle personne humaine ne le préférerait pas ?

2 .Définitions, mesures, explications

- **Signification et implications**

Le récit populaire suggère qu'une plus grande égalité des richesses et des revenus est évidemment bonne, que seuls les riches contesteraient cela, que l'action du gouvernement est nécessaire pour faire le changement et que, puisque l'égalité affecte tout, elle doit prendre le pas sur les autres objectifs politiques. La réalité n'est pas si simple.

Peu de gens réfléchissent à la signification et aux implications du récit des inégalités. Pour commencer, comme mentionné, les êtres humains sont naturellement inégaux à bien des égards. Leur âge, leur force, leurs capacités, leur talent et leur personnalité peuvent tous influencer sur leur potentiel de gain, mais nous ne pouvons pas dire dans quelle mesure : nous ne pouvons tout simplement pas mesurer la plupart de ces caractéristiques individuelles, et encore moins les égaliser. C'est peut-être la raison pour laquelle le récit des inégalités se concentre sur le revenu et la richesse, qui *sont* potentiellement mesurables et manipulables. Mais même si nous pouvions égaliser la richesse et les revenus des gens, ils resteraient toujours inégaux à bien d'autres égards.

Et la péréquation serait-elle de toute façon une chose juste et équitable à faire? Si certaines personnes gagnent plus et acquièrent plus de richesse parce qu'elles sont extrêmement diligentes, industrieuses et économes, tandis que d'autres

gagnent et acquièrent moins parce qu'elles ne le sont pas, devrions-nous ignorer ces différences morales et essayer de les laisser économiquement égaux de toute façon ? Agir ainsi n'encouragerait guère la responsabilité et la prudence.

✓ **Les termes chargés.**

Le débat n'est pas facilité par le fait que l'inégalité et l'égalité sont des termes chargés. Les mots ne signifient pas seulement différence et similarité ; ils suggèrent également que la similitude est bonne et la différence est mauvaise. Cela incite les gens à aller au-delà de la simple *compréhension* des différences humaines et à entreprendre de les *changer* ce qui peut ou non être une chose sage à faire.

Les expressions **répartition des revenus* et **répartition des richesses** sont également trompeuses. En tant que terme statistique, *la distribution* signifie uniquement l'incidence de certaines caractéristiques, telles que le nombre de personnes dans chaque groupe d'âge. Mais dans l'usage quotidien, *la distribution* suggère que le revenu ou la richesse ne sont pas *gagnés*, mais qu'une personne ou un organisme – comme la « société » – les *alloue* à dessein.

La confusion est amplifiée lorsque nous parlons ensuite de la *part* des revenus dont bénéficient différents groupes, comme si le revenu était un gâteau partagé entre une famille. Encore une fois, le terme *partage* et le discours sur la *juste part des gens* suggère que des parts *égales* sont le seul résultat moral.

Par conséquent, le langage du débat sur l'égalité nous pousse à croire que nous pouvons et *devons* modifier les différences de revenus et de richesse. La discussion pourrait avancer plus clairement si nous abandonnions ces termes et ne parlions que des *différences économiques* et de la *répartition* des revenus et

de la richesse. Malheureusement, le débat est trop avancé pour cela. Mais lorsque nous utilisons des termes tels que l'inégalité et *la distribution*, nous devons nous rappeler qu'il s'agit de descriptions et non de prescriptions.

- **Inégalité économique**

*L'inégalité économique est le sujet principal de ce livre, ça concerne les différences de richesse ou de revenu. Le revenu est le flux d'avantages (généralement de l'argent) que quelqu'un tire d'un emploi ou d'une entreprise ou sous forme de loyer sur une propriété ou de dividendes provenant d'investissements. (Le loyer ou les dividendes sont parfois différenciés comme revenus *non gagnés* - un autre terme chargé, qui oublie que la propriété et les actifs doivent généralement être travaillés et épargnés, et donc sont effectivement *gagnés*.)*

La richesse est la valeur du stock d'actifs qu'une personne acquiert, tels que des terrains, des logements ou des voitures, ainsi que des actifs financiers tels que des actions et des obligations. Il existe des rétroactions entre revenus et patrimoine : plus une personne a de revenus, plus elle peut acquérir de biens ; et plus ils ont de biens, plus ils peuvent en tirer de revenus.

Mais l'inégalité n'est pas synonyme de *pauvreté*. Les populations peuvent être égales mais pauvres ou inégales mais riches. Par exemple, les États-Unis sont moins égaux que de nombreux autres pays, mais ils sont plus riches que la plupart. Le Myanmar est plus égalitaire que la plupart des autres, mais il est aussi plus pauvre que la plupart des autres. Deux agriculteurs de subsistance au Burundi peuvent être égaux, mais ils sont égaux dans leur pauvreté.

Encore une fois, nous devons utiliser le terme *pauvreté* avec prudence.

Cela peut signifier la *pauvreté absolue*, le *niveau spécifique de privation vécu par une personne ou un groupe*. (Bien que même ici, notre notion de privation change avec le temps - des choses considérées comme essentielles aujourd'hui, comme l'eau chaude courante, étaient considérées comme un luxe il y a un siècle.) Mais cela peut aussi faire référence à la *pauvreté relative*, où les gens gagnent moins que la moyenne nationale - généralement défini comme moins de 60 % du revenu médian. Encore une fois, il faut faire preuve de prudence : les habitants d'un pays riche qui sont en dessous du seuil de *pauvreté relative* peuvent encore être très aisés, tandis que les habitants d'un pays pauvre qui sont au-dessus du seuil de *pauvreté relative* peuvent ne pas être aisés du tout.

N'oubliez pas non plus que même si un boom économique doublait le revenu de chacun, le nombre de personnes vivant dans la *pauvreté relative* resterait le même.

L'égalité n'est pas non plus la même chose que *l'équité*. L'égalité économique signifie une richesse ou un revenu identique – une mesure objective. L'équité est la répartition des revenus ou de la richesse considérée comme acceptable. Et c'est subjectif.

- **Explications théoriques**

Il existe de nombreuses explications théoriques aux inégalités économiques. Karl Marx y voyait le résultat historique du pouvoir économique et de l'exploitation des travailleurs. Le sociologue Max Weber pensait que les différences de statut social, de propriété et de pouvoir politique créaient des

hiérarchies qui se reflétaient ensuite dans les revenus. Les féministes modernes pourraient l'attribuer au patriarcat et au plafond de verre.

Les néolibéraux le voient simplement comme le résultat objectif de processus de marché impersonnels – et soutiennent qu'il serait inférieur s'il n'y avait pas eu des interventions gouvernementales qui créent des concentrations de pouvoir économique et politique. Mais les autres explications ne manquent pas.

Concrètement, les conditions du marché ont des effets sur les inégalités. La mondialisation, par exemple, a incité les producteurs des pays industrialisés à externaliser les emplois manufacturiers vers des pays moins chers et a accru la demande de travailleurs hautement qualifiés dans les domaines de la finance et de l'informatique, creusant les écarts de revenus existants.

Les gouvernements peuvent également augmenter involontairement les inégalités. Les taxes régressives sur les biens de première nécessité tels que le logement, le carburant ou l'habillement désavantagent les plus pauvres, pour qui ceux-ci représentent une part plus importante du budget des ménages. La protection sociale peut voir plus de personnes s'en tenir à des prestations sociales relativement faibles plutôt que de chercher du travail. Etc.

Les changements sociaux peuvent aussi faire la différence. Par exemple, un afflux important d'immigrants peu scolarisés ou peu qualifiés peut exercer une pression à la baisse supplémentaire sur les bas salaires. Il en va de même pour l'augmentation du nombre de femmes au travail, nombre d'entre elles optant pour un travail flexible ou à temps partiel (moins bien rémunéré).

L'augmentation des ménages d'une personne ou d'une famille monoparentale et des ménages à deux revenus creuse également les écarts de revenu des ménages.

Et une population vieillissante peut signifier qu'il y a plus de personnes qui ne gagnent plus, mais qui ont plus de richesse épargnée.

- **Mesurer l'inégalité des revenus**

La manière standard de mesurer l'inégalité des revenus commence par la courbe de Lorenz, développée par l'économiste américain Max Lorenz. Sur l'axe horizontal se trouve le nombre cumulé de salariés, du plus pauvre au plus riche, tandis que sur l'axe vertical se trouve le pourcentage cumulé du revenu total qu'ils ont reçu. S'il y avait une égalité complète, chaque centile x de la population recevant le même centile x de revenu, cela produirait une ligne droite à 45 degrés sur le graphique. Plus il y a d'inégalités, plus la courbe est bombée sous la ligne des 45 degrés.

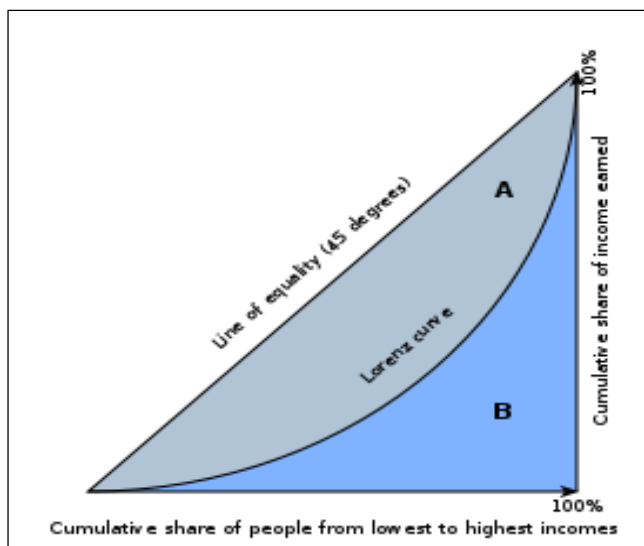


Figure 1

De là est dérivé le coefficient de Gini, nommé d'après le statisticien italien Corrado Gini - le rapport de l'aire entre la courbe et la ligne à 45 degrés (A) à l'aire totale sous la ligne à 45 degrés (B). Plus le ratio est élevé, plus l'inégalité est grande. Un coefficient de Gini de 0 signifierait une égalité complète ; un coefficient de 1 signifierait une inégalité totale, tous les revenus allant à une seule personne.

Ce calcul donne des résultats intéressants. Les calculs annuels de la World Population Review montrent que de nombreux pays africains (par exemple l'Afrique du Sud, la Namibie) apparaissent comme très inégalitaires, avec plusieurs pays d'Amérique latine (par exemple la Colombie, le Venezuela) non loin derrière. De nombreux anciens États soviétiques (par exemple l'Ukraine, la Slovénie) apparaissent comme beaucoup plus égaux, les pays nordiques (par exemple la Finlande, l'Islande) venant juste derrière. Les États-Unis, bien que généralement qualifiés de très inégaux, se classent tout juste dans le tiers le plus inégal des pays, tandis que le Royaume-Uni apparaît dans le tiers le plus égalitaire.

✓ **Les lacunes.**

Malheureusement, le coefficient de Gini est très sensible aux « valeurs aberrantes », ce qui signifie que quelques individus très riches peuvent modifier considérablement le nombre, même dans une grande population. D'autres mesures sont moins sensibles à ce problème, comme le ratio de Palma (la proportion du revenu national brut gagné par les 10 % des mieux rémunérés divisée par celle des 40 % des moins bien rémunérés) et le ratio de Kuznets (le même pour les 20 % des plus élevés et les 40 % des plus bas).

Pourtant, ces mesures ne nous disent toujours rien sur la *nature exacte* des inégalités au sein d'un pays (telles que les différences entre les différents groupes ethniques, d'âge ou de sexe), ni pourquoi elles se produisent.

✓ **Les tendances.**

Bien que le coefficient de Gini soit une mesure grossière et potentiellement très trompeuse, il reste celui qui est le plus souvent cité dans le débat sur les inégalités. Et cela pourrait au moins révéler des tendances : par exemple, cela suggère qu'entre les années 1920 et les années 1980, les inégalités dans les pays développés ont diminué ce que l'on attribue généralement à un accès plus universel à l'aide sociale et à l'éducation. Ensuite, depuis 1990, les inégalités au sein de certains pays développés comme les États-Unis semblent avoir augmenté ; généralement attribuées à la mondialisation, à la croissance économique, aux réductions d'impôts qui aident les riches, à l'immigration et aux syndicats plus faibles qui laissent les travailleurs les plus pauvres moins en mesure d'exiger et obtenir des augmentations de salaire. Mais dans d'autres endroits, comme l'UE et le Royaume-Uni, la tendance est beaucoup moins prononcée.

Les tendances à la hausse et à la baisse des dernières décennies sont presque certainement le résultat de nombreuses causes. Mais il est difficile de mesurer l'impact de l'un d'entre eux. La mondialisation peut être un facteur important, car elle a accru la demande de talents de haut niveau (déjà bien rémunérés) et a entraîné la délocalisation d'emplois manufacturiers (moins bien rémunérés) vers les pays en développement. Les récentes réductions d'impôts pourraient bien améliorer encore la situation des riches, mais un effet plus puissant pourrait être

qu'elles incitent les anciens exilés fiscaux à rentrer chez eux et à attirer des personnes plus riches d'autres pays.

Pour la plupart, cependant, les migrants ont tendance à être plus pauvres, de sorte que le nombre croissant de migrants - aujourd'hui 12 % de la population des pays développés, contre 7 % en 1990, selon le Fonds monétaire international - aurait accru les inégalités.

Les syndicats se sont affaiblis depuis la privatisation des industries monopolistiques d'État dans plusieurs pays. Mais l'économie moderne repose beaucoup plus sur des entreprises plus petites et compétitives, de sorte que bien que la négociation salariale soit plus locale, cela ne signifie pas qu'elle soit plus faible. Et encore une fois, les poussées de croissance économique sont généralement associées à une montée des inégalités, mais la croissance a été beaucoup plus forte dans les pays en développement que dans les pays industriels plus riches, de sorte qu'elle n'est peut-être pas un facteur important dans la montée des inégalités là-bas.

✓ **Inégalité bénigne ?**

En examinant ces facteurs possibles, il est important de réaliser que certaines causes d'inégalité peuvent être indésirables, tandis que d'autres peuvent être bénignes. La croissance et la mondialisation, par exemple, ont des effets positifs sur la prospérité générale, indépendamment de leur impact sur les coefficients de Gini. L'affaiblissement des syndicats est peut-être davantage dû à l'évolution et au progrès économiques qu'à une campagne politique visant à les affaiblir. Une baisse des impôts peut aider un pays à récupérer ses capitaux de fuite et à attirer de nouveaux investissements qui l'aideront à prospérer dans les années à venir. En d'autres termes, l'inégalité peut être le résultat de changements positifs qui profitent également aux plus pauvres.

3. Questionner la mesure des revenus

- **Les lacunes dans les données**

En plus d'être limité dans ce qu'il nous dit, le coefficient de Gini repose également sur des informations limitées et discutables. Différents pays mesurent les données sur les revenus de différentes manières et avec différents degrés de précision, ce qui rend les comparaisons internationales peu fiables. Les agences internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international tentent de compenser ces différences, mais il n'y a pas de moyen parfait de le faire.

Même au sein des pays, les informations sur le revenu sont incomplètes. Par exemple, la Current Population Survey des États-Unis sur les revenus des ménages ne saisit que les recettes monétaires, pas les gains en capital, et les revenus les plus élevés ne sont pas déclarés pour des raisons de confidentialité. Les statistiques du Trésor américain sur le revenu sont plus complètes pour les hauts revenus, mais moins pour les bas revenus, et ne tiennent pas compte de l'âge, des diplômes et d'autres facteurs qui pourraient nous aider à comprendre l'étendue et la nature des inégalités de revenus.

Les données sur les tendances sont également confuses par les modifications annuelles des codes fiscaux qui modifient ce qui est déclaré comme revenu, ainsi que la volatilité des bénéfices et des pertes des entreprises. Et l'approche de Gini ne traite pas bien les avantages en nature de l'État tels que Medicare aux États-Unis et le NHS au Royaume-Uni, qui égalisent considérablement les biens et services auxquels les gens ont accès.

✓ **Impôts et prestations.**

Les résultats de Gini dépendent fortement du fait que le revenu est évalué avant ou après impôt. Au Royaume-Uni, par exemple, selon l'Institute for Fiscal Studies, les 1 % des mieux rémunérés paient bien plus d'un tiers de tous les reçus d'impôt sur le revenu. Les 20 % des salariés les mieux rémunérés au Royaume-Uni ont douze fois le revenu des 20 % des moins bien rémunérés ; mais après l'inclusion des avantages fiscaux et de l'État, cela revient à seulement quatre fois, selon l'Office for National Statistics (2021) . De même, le Bureau du budget du Congrès (2021) rapporte que les prestations sous condition de ressources ont augmenté de 68 % le revenu du cinquième le plus bas des salariés américains, tandis que les impôts ont réduit le revenu du cinquième le plus élevé de 24 %.

En outre, les avantages publics en nature tels que l'éducation universelle, les soins de santé et les transports subventionnés sont répartis de manière très équitable, tout comme la fourniture d'équipements locaux tels que les parcs, la police, les installations sportives, les soins aux personnes âgées, les routes et la collecte des ordures ; mais ils ne sont pas inclus dans les statistiques.

Autrement dit, il existe déjà un système de péréquation, qui fonctionne comme prévu. Les économistes citent généralement des coefficients de Gini basés sur les revenus « disponibles » après impôts et prestations. Mais nous devons nous méfier des militants qui utilisent les données brutes sur les revenus, avant impôts et prestations, qui exagèrent considérablement les

inégalités réelles en termes de niveau de vie réel des personnes.

- **Erreurs et omissions statistiques**

Même les statistiques strictement *financières sont discutables*. Pour commencer, il y a trop peu de salariés au sommet pour fournir des informations fiables, et beaucoup d'entre eux ont des revenus irréguliers, réalisant parfois de gros bénéfices et parfois de grosses pertes.

- ✓ **L'économie souterraine.**

Un autre facteur négligé dans les statistiques est le revenu non déclaré – l'économie de l'ombre ou de la « poche arrière ». Plus les taux marginaux d'imposition sont élevés, plus cela est susceptible d'être important. Selon un document de travail du FMI de 2018, l'économie souterraine du Royaume-Uni représente plus de 6 % du produit intérieur brut, ce qui est faible par rapport aux normes européennes. En Espagne, il est supérieur à 11 %, en Grèce à plus de 14 % et en Bulgarie à un chiffre étonnant de 19 %.

Le revenu « de poche arrière » non imposé profite probablement le plus aux personnes à faible revenu, et son omission dans les chiffres officiels gonfle les chiffres des inégalités. Il est vrai que de nombreux hauts salariés manipulent les règles fiscales pour minimiser leur revenu déclaré, ce qui pourrait donner l'impression que les revenus déclarés sont plus égaux. Mais l'économie souterraine beaucoup plus répandue annule presque certainement cet effet.

✓ **Le niveau de vie.**

Bien que les impôts, les prestations sociales et en nature et les revenus non déclarés ne soient pas comptabilisés dans les statistiques, ils égalisent grandement le niveau de vie que chacun peut se permettre. Pendant ce temps, l'accès quasi universel d'aujourd'hui à des biens et services importants tels qu'Internet, la télévision, les téléphones et les appareils de cuisine est un autre facteur d'égalisation important mais non mesuré. Il en va de même pour les avantages sociaux sur le lieu de travail, tels que l'assurance maladie payée par l'employeur (extrêmement importante aux États-Unis) ou les pensions (particulièrement importantes aux Pays-Bas, en Islande, en Suisse, en Australie et au Royaume-Uni), qui, là encore, rendent les inégalités réelles bien moindres qu'elle apparaît.

• **Qui comparons-nous?**

La plupart des statistiques sur le revenu se concentrent sur les revenus *des ménages*. L'utilisation des revenus *individuels* rend l'inégalité beaucoup plus grande. Un ménage avec un revenu élevé, un partenaire sans emploi et deux enfants étudiants, par exemple, paraîtra très inégal en termes de revenus, même si tous les quatre partagent le même niveau de vie. En revanche, un ménage similaire dans lequel les quatre occupent un emploi suggérera qu'il n'y a aucune inégalité de revenu.

Mais les ménages sont si divers qu'il n'est pas facile de les comparer. L'augmentation du nombre d'étudiants et des

bénévoles sans revenu, par exemple, peut expliquer en partie l'augmentation apparente de l'égalité, même si ces non-salariés ne vivent pas nécessairement dans la pauvreté. De même, l'augmentation des ménages d'une personne et des ménages à plusieurs revenus tend à gonfler les chiffres de l'inégalité.

✓ **Autres facteurs sociaux.**

D'autres facteurs sociaux affectent également les mesures. La migration des personnes les plus pauvres vers les pays plus riches a déjà été évoquée. Et dans quelques endroits, comme Londres et New York, les afflux de migrants super riches creusent encore plus l'inégalité apparente. Mais il se peut qu'il ne s'agisse que de poussées temporaires plutôt que de causes d'inégalités à long terme.

Cependant, le facteur le plus important est l'âge. Les revenus des gens ont tendance à augmenter au cours de leur vie. En règle générale, ils commencent avec de bas salaires - ou s'ils suivent des études ou une formation professionnelle, ils peuvent ne rien gagner du tout. Puis, à mesure qu'ils acquièrent plus d'expérience, de compétences, de contacts, de statut et de confiance, leurs revenus augmentent. Ensuite, il retombe lorsqu'ils prennent leur retraite et vivent de leurs économies. Même si chaque personne gagnait *exactement le même revenu total au cours de leur vie*, les statistiques montreraient toujours des inégalités marquées parce que les statistiques prennent un instantané panoramique de tout le monde, y compris les jeunes à faible revenu et les personnes âgées à revenu élevé.

✓ **L'inégalité sans problème.**

Dans la mesure où les mesures de Gini masquent des facteurs tels que cet important effet d'âge, il ne faut peut-être pas trop s'en préoccuper. Après tout, les 20 % des mieux rémunérés

d'aujourd'hui sont peut-être les mêmes personnes qui se trouvaient dans les 20 % des plus pauvres il y a 40 ans ; et les migrants pauvres d'aujourd'hui seront peut-être les entrepreneurs millionnaires de demain.

Nous devrions plutôt nous rappeler que les statistiques sur les inégalités peuvent refléter des phénomènes que la plupart des gens considéreraient comme non problématiques. Des mesures d'inégalités élevées n'indiquent pas nécessairement qu'il se passe quelque chose de mauvais.

- **Une image peu fiable**

Des facteurs tels que la composition des ménages, la nature de la main-d'œuvre, l'âge de la population, la valeur des prestations de l'État et la façon dont nous mesurons l'inflation sont donc tous essentiels au coefficient de Gini. L'ajustement de ces facteurs peut créer l'image *opposée* à celle d'une inégalité importante et croissante qui domine le débat public.

- ✓ **Ignorer l'incommensurable.**

Un autre problème est que les statistiques sur le revenu ne mesurent que l'argent. Mais une grande partie des avantages que nous tirons du travail ne sont pas financiers. Certaines personnes pourraient accepter *volontairement* des salaires inférieurs pour travailler dans un travail plus gratifiant spirituellement - peut-être avec des collègues agréables, faisant un travail sûr, propre et non stressant dans un environnement agréable. D'autres pourraient préférer avoir plus d'argent pour faire des travaux sales, désagréables ou dangereux dans des conditions désagréables. Certains peuvent consciemment opter pour un travail peu rémunéré mais flexible ou à temps partiel pour avoir du temps pour les

responsabilités familiales, et d'autres non. Certains peuvent renoncer à leurs revenus actuels pour se former à un meilleur emploi, et d'autres non.

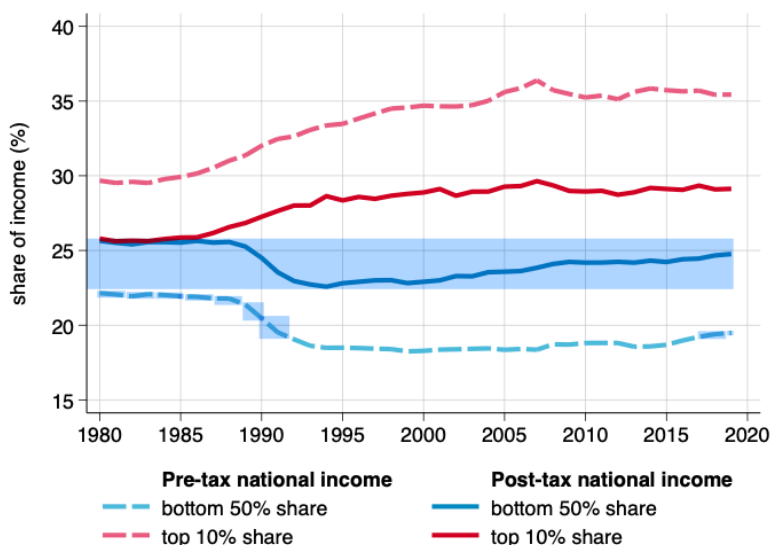
De tels choix dépendent de l'évaluation personnelle des gens de la valeur de leur sacrifice. Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons mesurer, mais cela a de grandes conséquences pour les calculs d'inégalité. Les choix des gens peuvent les rendre *financièrement* inégaux, mais si nous pouvions mesurer les avantages non financiers dont ils bénéficient, il y aurait probablement beaucoup moins de différence.

✓ **La Consommation.**

Dans tous les cas, les revenus monétaires ne sont que la moitié de l'histoire : la vraie question est de savoir ce qu'ils achètent pour les gens. Le récit de l'inégalité suggère que depuis la fin des années 1970, les revenus des plus hauts revenus ont augmenté tandis que ceux des plus bas revenus ont « stagné », creusant les inégalités.

C'est une généralisation radicale. Ces dernières années, les inégalités mesurées ont augmenté dans certains pays développés (comme les États-Unis), mais pas dans tous. Par exemple, une recherche pour le* World Inequality Lab* par Marc Morgan et Theresa Neef (2020) suggère que si les inégalités en Europe ont augmenté du milieu des années 1980 au milieu des années 1990, elles sont depuis restées relativement stables ; et le revenu après impôt des 10 % des salariés les plus riches se rapproche de celui des 50 % des plus pauvres.

Part des 10 % supérieurs et des 50 % inférieurs du revenu avant et après impôt en Europe



Source : Note d'information 20/24 du World Inequality Lab.

De plus, l'allégation d'« inégalité croissante » ignore les facteurs d'égalisation des prestations de l'État et des services publics. Et cela ignore également les énormes baisses de prix (et les améliorations de la qualité) de ce que nous achetons, rendues possibles par la montée en flèche de la productivité, de la technologie et de la mondialisation. Pour n'en citer que

quelques-uns : les voitures, les médicaments, les appareils électroménagers et les produits électroniques sont tous devenus beaucoup moins chers.

Cela a particulièrement profité aux familles les plus pauvres – il y a des limites au nombre de téléphones ou de lave-vaisselle que les personnes à revenu élevé peuvent utiliser.

Une nourriture, des soins de santé, des transports et des vêtements meilleurs et moins chers ont amélioré le niveau de vie des pauvres plus que n'importe qui d'autre.

Parallèlement, l'espérance de vie a nettement augmenté et la mortalité infantile est désormais rare. Les gens travaillent moins d'heures et prennent des vacances plus longues. Il ne s'agit pas de « stagnation », mais d'une nette amélioration qui profite le plus aux personnes à faible revenu. Il réduit les différences réelles de niveau de vie, mais les statistiques ne le rendent pas compte. En tant qu'indicateur de l'amélioration du niveau de vie, les mesures de l'inégalité des revenus de Gini, Palma et Kuznets sont loin d'être parfaites.

4. Questionner la mesure de la richesse

- **Les lacunes dans les données**

La richesse est encore plus difficile à mesurer que les revenus, pour bon nombre des mêmes raisons. Il y a trop peu de milliardaires sur lesquels baser des statistiques fiables. La valeur des actifs, tels que les maisons ou les actions de sociétés, varie d'une année à l'autre ou même d'un jour à l'autre, ce qui rend la « richesse » d'une personne difficile à chiffrer. Et tandis que les gouvernements surveillent les revenus à des fins fiscales, les actifs ne sont généralement imposés que lorsqu'ils sont vendus, nous n'avons donc qu'une image floue du nombre de personnes qui possèdent la quantité de .richesse, et donc aucune mesure précise de l'inégalité de la richesse.

- ✓ **Les renseignements auprès des successions.**

La manière classique d'évaluer les différences de richesse consiste à examiner les successions des défunts, qui *sont* enregistrées à des fins fiscales. Mais cette méthode peut ne fournir qu'une image très déformée. Par exemple, les actifs tels que les voitures, les bijoux, l'argent liquide et les biens ménagers sont souvent sous-évalués (ou non déclarés) par les familles qui cherchent à éviter les droits de succession. Et comme il s'agit d'actifs très communs, et qu'ils forment une grande partie des petits patrimoines, cela a pour effet de faire paraître les petits patrimoines encore plus petits, creusant l'inégalité apparente.

En outre, les personnes qui meurent ont tendance à être plus âgées et (compte tenu de l'effet du cycle de vie) plus riches que la moyenne. Ils ne sont donc pas totalement représentatifs de ce qui se passe dans la population générale. Et comme ils ne représentent qu'un petit échantillon de l'ensemble de la population, les statistiques basées sur eux sont sensibles aux valeurs aberrantes ; la mort d'un seul milliardaire augmentera l'inégalité apparente enregistrée au cours d'une année.

✓ **Les droits de l'État.**

Une autre forme de richesse largement répandue mais ignorée est la valeur des avantages et des services de l'État. Les prestations de l'État telles que l'aide sociale et les pensions procurent à leurs bénéficiaires un revenu en espèces qui peut durer de nombreuses années. Nous pouvons mettre une valeur en capital sur ce flux de revenus - considérez-le comme le montant d'argent que vous auriez besoin de mettre dans un compte d'épargne pour produire un flux égal de paiements d'intérêts. Ce revenu régulier garanti de l'État est donc une forme de richesse. Il n'est pas inclus dans les chiffres officiels, mais il fait une grande différence. Selon une étude de Lindsay Jacobs et ses collègues (2021) pour la* Federal Reserve Bank *de Boston, la valeur des pensions et de la sécurité sociale aux États-Unis représente la moitié de toute la richesse. Leur addition produit un chiffre nettement inférieur pour l'inégalité de richesse.

Les services publics, tels que les écoles et les hôpitaux, offrent également aux gens un flux d'avantages non financiers. Eux aussi sont une forme de richesse avec une valeur en capital : pensez-y en termes de combien d'argent vous auriez besoin d'investir pour vous offrir ces services continus.

Mais encore une fois, cette forme de richesse n'est pas comptabilisée. Dans certains pays dotés d'États-providence très développés, la valeur en capital de ces prestations et services publics peut largement dépasser toutes les autres formes de richesse personnelle. Et, étant accessibles à tous, ils ont un effet égalisateur puissant, mais non enregistré.

Cette comptabilité inégale est particulièrement trompeuse lorsque les statistiques américaines, par exemple, incluent les pensions privées mais pas les pensions publiques, et la propriété du logement mais pas les subventions au logement. Ces omissions exagèrent les inégalités mais sont peu justifiées.

✓ **La richesse négative.**

Un autre hic statistique est que de nombreuses personnes sont enregistrées comme ayant une «richesse négative» bien qu'elles ne soient pas nécessairement pauvres. Même les riches ont des hypothèques et des dettes. Les nouveaux diplômés des facultés de médecine américaines et européennes peuvent commencer à travailler avec d'importants prêts étudiants, même si beaucoup viennent de ménages aisés et peuvent espérer des revenus futurs bien supérieurs à la moyenne. Inclure de tels cas dans les statistiques brutes (comme Oxfam, dans ses notations annuelles des inégalités, avait l'habitude de le faire, avant d'accepter la critique) gonfle les inégalités de richesse apparentes.

✓ **Le capital humain.**

L'omission la plus importante des statistiques sur la richesse est peut-être le capital humain, la valeur économique que les gens accumulent dans leur propre expérience et compétences. Cela inclut des atouts tels que l'éducation, la formation, les compétences et une bonne santé, qui les rendent plus productifs et utiles aux employeurs. Cette forme de richesse est impossible à mesurer, mais c'est quelque chose que nous possédons tous dans une certaine mesure ; elle est donc bien plus également répartie dans la population que ne l'est la richesse physique. Encore une fois, son omission fait paraître l'inégalité de richesse plus large qu'elle ne l'est.

- **Autres facteurs de confusion**

Une bizarrerie, mais importante, dans les mesures des inégalités de richesse est que, si les actifs des personnes les plus riches perdent de la valeur (comme cela s'est produit lors du krach financier de 2008-2009), l'égalité mesurée augmente - même si personne n'est mieux loti, et les investisseurs sont moins bien lotis. Il ne faut pas confondre égalité et prospérité.

La fiscalité est un autre problème. Différents actifs sont taxés de différentes manières, affectant leurs prix, et la fiscalité des actifs financiers change fréquemment, bouleversant les statistiques de richesse (et donc d'égalité). L'inflation déforme également la valeur des différents actifs, érodant la valeur de certains (comme l'épargne en espèces) tout en stimulant la demande pour d'autres (comme l'or ou l'immobilier).

- **Qui comparons-nous?**

Comme pour le revenu, les cycles de vie peuvent confondre les statistiques. Étant donné que les revenus des gens augmentent généralement au cours de leur vie, les personnes âgées peuvent épargner davantage que les jeunes. Ainsi, leur richesse augmente, plus encore que leurs revenus. Même s'il y avait une égalité totale au cours de la vie, chaque personne prenant sa retraite avec *exactement la même épargne totale*, les statistiques suggéreront toujours une énorme inégalité car elles comparent des individus plus jeunes et plus pauvres avec des individus plus âgés et plus riches. Et avec l'augmentation de la longévité, il y a de plus en plus de personnes plus âgées et plus riches, ce qui exagère encore les différences.

Étant donné qu'une grande partie de la richesse personnelle est détenue dans la terre et le logement, l'augmentation de la valeur des propriétés a pour effet d'accroître l'inégalité de la richesse.

Dans certains pays comme le Royaume-Uni, les hausses importantes des prix de l'immobilier ont été l'un des principaux moteurs de l'augmentation apparente des inégalités de richesse. Ceux qui possèdent des biens (principalement des personnes âgées) ont vu la valeur de leurs actifs immobiliers augmenter, ceux qui n'en ont pas (principalement des jeunes) ont raté cette augmentation.

En effet, dans le cas du Royaume-Uni, cette inégalité en matière de logement a été *aggravée* par l'action de l'État, et non atténuée par elle. Les contrôles de planification qui restreignent la construction de nouvelles maisons et la conversion des anciennes réduisent l'offre de logements disponibles, tandis que les politiques d'immigration et d'avantages sociaux, y compris les subventions pour certains acheteurs de maison, augmentent la demande, entraînant une flambée des valeurs immobilières. Encore une fois, rappelons que l'intervention de l'État n'est pas nécessairement l'antidote à l'inégalité mais en est souvent la cause.

- **Une déformation de la vérité**

Le coefficient de Gini ne peut donc que suggérer une inégalité de richesse encore plus grande que de revenu ; mais il reste un guide peu fiable de la situation réelle, et très sensible à la qualité des données utilisées.

N'oubliez pas non plus qu'une grande partie de la richesse n'est pas détenue par des individus mais par des gouvernements (contrôlés par des assemblées législatives) et des entreprises (contrôlées par des actionnaires). La notion de quelques milliardaires contrôlant la majeure partie de la richesse mondiale est une exagération. Et de toute façon, si les gens accumulent de la richesse en travaillant dur, en épargnant prudemment et en investissant judicieusement, contribuant ainsi à la croissance économique et à la prospérité générale, n'est-ce pas quelque chose à applaudir plutôt qu'à condamner ?

5. Comparaisons internationales

- **Le récit des inégalités mondiales**

Le discours sur les inégalités mondiales est bien connu : les inégalités augmentent depuis des décennies ; les milliardaires gagnent des billions tandis que les revenus des travailleurs chutent de billions ; les 1 % des plus riches possèdent les deux cinquièmes de la richesse mondiale ; les dix premiers milliardaires ont plus de richesse entre eux qu'un certain nombre de pays ; les plus riches s'enrichissent tandis que les plus pauvres s'endettent ; les 1 % des plus riches ont capté deux fois plus de la croissance économique mondiale que les 50 % des plus pauvres ; et ces inégalités se reflètent dans la pauvreté et le faible accès aux soins de santé, au logement, à l'assainissement, à l'éducation et aux opportunités.

- ✓ **Les problèmes de données.**

Nous devrions être sceptiques quant à ces affirmations, compte tenu des problèmes de collecte de données évoqués ci-dessus. Il est déjà assez difficile d'obtenir des mesures précises dans un seul pays, et encore moins de faire des comparaisons entre les pays, lorsque les données sur le revenu et la richesse sont collectées de différentes manières et avec une précision différente. Des bizarreries telles que les taux de change brouillent également le tableau : puisque les prix généraux dans les pays pauvres sont bas, ils peuvent paraître encore plus pauvres. Cela peut être compensé en utilisant la parité de pouvoir d'achat (PPA) au lieu des prix bruts ; mais il est toujours sage de vérifier que les chiffres lancés dans le débat public en témoignent.

✓ **Les explications peu fiables.**

Les explications traditionnelles de l'inégalité mondiale sont également à la fois familières et discutables. Le colonialisme et l'esclavage sont suggérés, bien que les colonies aient imposé des coûts aux puissances occupantes tout en leur apportant des avantages. L'esclavage, comme l'a noté Adam Smith, n'était pas seulement moralement offensant, mais aussi mauvais pour l'économie.

Les différences dans les ressources naturelles sont également citées, bien que des endroits comme Hong Kong et Singapour aient prospéré même sans cet avantage. Le plus important est probablement de savoir si cette richesse potentielle est contrôlée par des dirigeants, des copains ou des oligarques – tout comme l'absence d'un État de droit, permettant à ces initiés de piller.

La famine et les catastrophes naturelles (telles que les tremblements de terre) sont également mises en cause ; mais là où les marchés sont autorisés à fonctionner, la famine a été largement éliminée, tandis que l'amélioration des normes et la collaboration internationale ont considérablement réduit les pertes de vies humaines dues aux catastrophes naturelles.

Une autre idée est que, puisque les pays les plus pauvres dépendent généralement de l'exportation de produits de base, pour lesquels la demande est limitée, ils seront toujours en retard par rapport à ceux qui produisent des produits manufacturés, où la demande est infinie. Mais plusieurs pays plus pauvres se sont lancés dans les technologies de pointe, s'appuyant sur cette affirmation.

Une dernière explication, la mondialisation, a certainement vu certains producteurs de pays pauvres sapés par des importations plus efficaces. D'un autre côté, les revenus dans des pays comme le Bangladesh, le Vietnam et les Philippines augmentent énormément car les pays plus riches leur ont externalisé du travail.

- **Autres explications**

Il existe des explications plus convaincantes.

- ✓ **Facteurs culturels.**

Les différences culturelles, telles que le refus dans certains endroits de laisser les femmes travailler à l'extérieur de la maison ou d'autoriser les groupes de statut inférieur à accéder à des professions, sont évidemment significatives. Les guerres et les guerres civiles, souvent entre différents groupes religieux ou ethniques, interrompent l'investissement et la croissance. Parfois, une telle violence s'enflamme parce qu'un pays est gouverné par la force plutôt que par consentement démocratique ; en d'autres termes, les institutions civiles sont également cruciales.

- ✓ **Différences institutionnelles et politiques.**

Ensuite, il y a des erreurs politiques telles que la substitution des importations - la tentative de produire chez soi des choses qui peuvent être achetées à moindre coût à l'étranger. De même, la planification et la production économiques centralisées peuvent évincer l'investissement et l'entreprise privés et entretenir de profondes inégalités politiques.

Sans doute, en effet, la plus grande menace à l'égalité internationale est souvent le gouvernement lui-même. Par exemple, des réglementations arbitraires et excessives sur les petites entreprises, des écoles publiques peu performantes, des impôts élevés qui freinent les incitations, la dette publique et le clientélisme peuvent tous freiner les pays. Les gouvernements étrangers peuvent ne pas aider non plus : de nombreux pays pauvres qui dépendent de cultures uniques telles que le sucre ou le café voient leurs produits hors des marchés riches tels que l'Amérique et l'Union européenne en raison de barrières commerciales protectionnistes élevées.

✓ **Accumulation de capital.**

L'accumulation de capital est tout aussi cruciale. Les biens d'équipement, tels que les usines et les machines, permettent aux communautés de produire une production beaucoup plus importante, en utilisant beaucoup moins d'efforts, qu'elles ne le pourraient autrement. Il y a environ 250 ans, la révolution industrielle s'est construite sur cette idée simple, déclenchant un cycle de prospérité auto-entretenu dans les pays avancés.

Si aujourd'hui les pays en développement poursuivent pour la plupart une stratégie similaire, ils ont eu moins de temps pour constituer leur richesse et leur capital (y compris le capital humain : l'accès à une éducation de qualité nécessite des investissements, mais augmente fortement la productivité d'un pays). Certains, comme plusieurs pays subsahariens, ont perdu du temps de manière improductive en poursuivant d'autres stratégies telles que le socialisme d'État, mais sont maintenant sur une voie similaire.

Cependant, la constitution d'un capital est un processus long et difficile ; après tout, il a fallu environ 250 ans aux pays développés pour en arriver là où ils en sont aujourd'hui (et on peut dire que le processus a commencé avant cela, avec la création d'institutions libérales comprenant l'état de droit, les droits civils et politiques, l'éducation et une appréciation croissante et les avantages du commerce). Une meilleure stratégie à long terme que d'essayer d'égaliser les pays pourrait donc consister à les aider à accélérer le processus d'accumulation du capital.

✓ **Un monde jeune.**

N'oubliez pas non plus que les gens ont tendance à accumuler des richesses au cours de leur cycle de vie ; et la moitié de la population mondiale a moins de 30 ans. Dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, la moitié de la population a moins de 20 ans. Dans la plupart des pays développés, en revanche, la moitié a plus de 40 ans. Ainsi, les citoyens des pays développés ont simplement eu plus de temps pour constituer leur propre capital humain et physique. Cela contribue à nouveau à l'inégalité actuelle entre les pays vieux et riches et entre les jeunes et les pauvres. Mais au fil du temps, l'amélioration des soins de santé, de l'éducation, de l'accumulation de capital et du temps devrait l'éroder.

- **Égalité, pauvreté et croissance**

Comme l'a souligné le chercheur en politique Tim Worstall en 2019, le FMI estime qu'il existe un «point idéal» de Gini - que certaines inégalités aident les pays à s'enrichir, tandis que trop d'inégalités affectent leur croissance économique. Cela semble plausible, sauf que le* sweet spot* du FMI ne représente qu'un peu plus d'égalité qu'il n'en existe actuellement aux États-Unis (soi-disant très inégaux), à peu près autant qu'au Royaume-Uni, et beaucoup moins qu'en France et en Suède. Cela suggère que les pays pauvres tireraient profit de la redistribution interne, mais que les pays riches s'en porteraient préjudice.

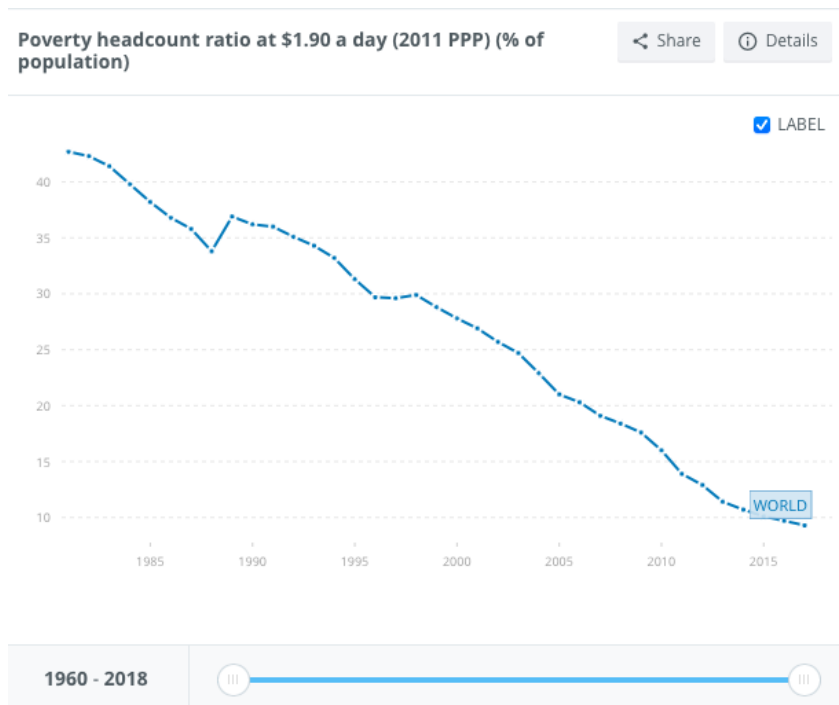
Mais alors le FMI peut avoir un lien de cause à effet dans le mauvais sens. Il est difficile de voir pourquoi une plus grande égalité pourrait stimuler la croissance économique. Il est plus facile d'imaginer pourquoi une croissance rapide pourrait accroître les inégalités : simplement, les revenus des entrepreneurs dépassent ceux des autres à mesure qu'ils saisissent les nouvelles opportunités qui s'ouvrent.

- ✓ **Progrès sur la pauvreté.**

Il est également difficile de croire aux affirmations selon lesquelles les pauvres du monde s'appauvrissent alors que la pire pauvreté (acceptée comme le fait de vivre avec 1,90 dollar par jour ou moins) a diminué si rapidement. Comme le note Johan Norberg dans son livre *Progress de 2016*, en moyenne au cours des 25 dernières années, près d'un million de personnes par semaine sont sorties de la pauvreté de 1,90 dollar par jour. En 1950, environ les deux tiers de la population mondiale vivaient avec 1,90 dollar par jour ou moins. En 1980, lorsque la

mondialisation et le commerce ont commencé à se développer rapidement, il était d'environ deux cinquièmes.

En 1990, ce chiffre était tombé à un peu plus d'un tiers. Aujourd'hui, c'est un sur dix. (En tenant compte de l'inflation.)



Source : Banque mondiale

<https://data.worldbank.org/topic/poverty>

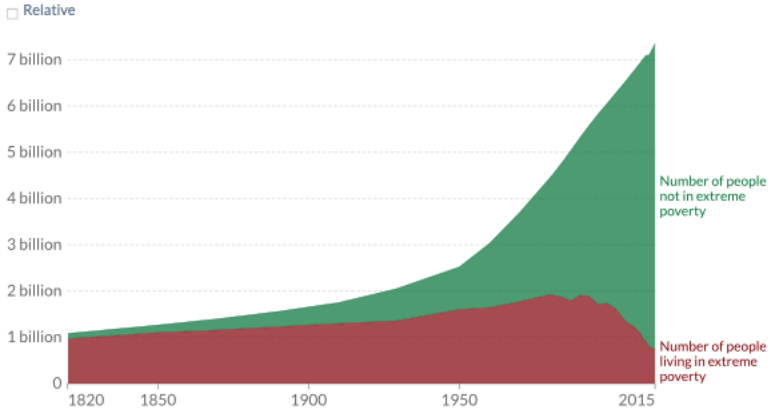
Noter: La pandémie de Covid-19 a entraîné une certaine augmentation de la pauvreté en 2020, mais la tendance à la baisse était revenue en 2021.

Et cela malgré une population mondiale croissante : le chiffre de 1,90 dollar de la pauvreté en 1990 représentait près de 1,9 milliard de personnes. Et parce que la population mondiale a augmenté d'un tiers depuis lors, on pourrait s'attendre à ce que la pauvreté de 1,90 dollar par jour soit un peu plus de 2,5 milliards de personnes à l'heure actuelle. En fait, il est tombé à 700 millions, principalement en Afrique subsaharienne. Même alors, il est concentré au Nigeria, au Congo, en Guinée équatoriale, au Soudan du Sud, en Tanzanie, en Éthiopie et à Madagascar – principalement des pays socialistes qui ne sont pas bien intégrés dans le système commercial mondial. Ailleurs, il a pour la plupart disparu. Au total, 1,90 \$ de pauvreté par jour ne semble pas long pour ce monde.

World population living in extreme poverty, World, 1820 to 2015



Extreme poverty is defined as living on less than 1.90 international-\$ per day. International-\$ are adjusted for price differences between countries and for price changes over time (inflation).



Source: Ravallion (2016) updated with World Bank (2019). OurWorldInData.org/extreme-poverty/ • CC BY
 Note: See OurWorldInData.org/extreme-history-methods for the strengths and limitations of this data and how historians arrive at these estimates.

En fait, le commerce et la mondialisation – renforcés par les institutions démocratiques libérales qui les rendent possibles – semblent être les meilleurs antidotes à la fois à la pauvreté et à l'inégalité. Il suffit de regarder l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest d'après-guerre, ou la Corée du Nord et du Sud aujourd'hui, pour voir la richesse créée et diffusée dans des économies plus axées sur le marché et la pauvreté, l'inégalité et les hiérarchies des autocraties socialistes. Comme l'ont noté le professeur Philip Booth et Ben Southwood en 2017, le salaire moyen au Vietnam n'était que de 100 dollars par an au début des années 1980, avant que les opportunités de mondialisation ne le fassent passer à 20 fois ce montant ; la moyenne en Chine, désormais un énorme exportateur, a augmenté de plus de 35 fois. Notre monde, plus interconnecté et interdépendant, devient à la fois plus égalitaire et plus riche.

6- Les riches doivent-ils devenir plus riches ?

Dans *Le capital au XXIe siècle*, l'économiste français Thomas Piketty (2017) soutient que les rendements de la richesse sont toujours supérieurs au taux général de croissance économique. En conséquence, les détenteurs de capitaux accumulent des richesses plus rapidement que les travailleurs ordinaires. Cela, dit-il, approfondit et perpétue le fossé entre riches et pauvres, créant une aristocratie de rentiers avec une part croissante de la richesse totale.

Pourquoi alors, après 300 ans de marchés relativement libres, cette aristocratie possédant des capitaux n'a-t-elle pas déjà accumulé toute la richesse du monde ? Piketty répond que le capital est périodiquement dissipé par les guerres – mais ensuite le processus recommence. Ainsi, pour contrôler l'accumulation de la richesse basée sur le capital, il suggère un impôt mondial progressif sur la fortune, pouvant atteindre 80 % sur les plus riches, ainsi que des droits de succession plus élevés.

- **La richesse est précaire**

Les détracteurs de Piketty se plaignent que la guerre n'est qu'un des nombreux facteurs qui conspirent contre l'accumulation et la rétention du capital. Pour produire un quelconque rendement, le capital doit être créé, développé, géré, entretenu et utilisé à bon escient. Ses propriétaires peuvent échouer à n'importe laquelle de ces étapes, et c'est souvent le cas. Même si les gens réussissent à bâtir une fortune, eux-mêmes ou leurs héritiers peuvent facilement la perdre à nouveau à cause d'erreurs, d'erreurs de calcul et de malheurs. En effet, une étude réalisée en 2015 par Robert Arnott et ses

collègues suggère que la moitié du patrimoine familial hérité est perdue en une dizaine d'années.

Les fortunes familiales montent et descendent, et peu de gens restent très longtemps sur la liste des riches du *Sunday Times* ou sur la liste des *milliardaires de Forbes*.

La richesse peut aussi se perdre en la consommant – c'est-à-dire en la dépensant et en la profitant – plutôt qu'en la réinvestissant constamment. Et aussi (comme Jamsetji Tata, Bill Gates, George Soros, Andrew Carnegie et les familles Sainsbury et Weston) en la donnant à des causes philanthropiques. Pourtant, Piketty semble imaginer que le capital continuera sans effort à produire des rendements supérieurs à la croissance qui enrichissent ses propriétaires, comme des fruits tombant d'un arbre qui, d'une manière ou d'une autre, n'a jamais besoin d'être arrosé, taillé, antiparasitaire ou propagé.

Chaque investissement en capital comporte des risques - un mot à peine mentionné dans le livre de Piketty, et seulement en passant. Les produits et les entreprises peuvent échouer ou succomber à des concurrents à croissance rapide, laissant leurs bailleurs de fonds avec des investissements à faible rendement ou sans valeur. Le risque fait qu'il est difficile de prédire les rendements du capital dans dix ans, encore moins dans cent ; et même un petit risque annule le $r > g$ de Piketty. Dans les économies occidentales, les rendements du capital chutent depuis le début des années 1980, et le risque rend les rendements encore plus précaires.

- **Autres formes de richesse**

N'oubliez pas non plus que les propriétaires de capitaux et les travailleurs ne sont pas des groupes distincts. Les travailleurs investissent dans des régimes de retraite et d'épargne, ce qui leur donne leur propre capital. Et Piketty néglige la forme de capital la plus importante et la plus largement partagée, à savoir le capital humain. Ceci, comme déjà expliqué, est quelque chose que nous possédons tous et dans lequel nous investissons - acquérir des compétences, aller à l'université, apprendre des langues, évoluer vers de meilleurs emplois, etc. En termes de retour sur investissement, c'est probablement le meilleur investissement que chacun d'entre nous puisse faire. Mais ce n'est pas l'apanage de quelques-uns déjà fortunés : nous l'avons tous ou pouvons l'acquérir.

Il suffit de regarder le succès des groupes d'immigrants pauvres pour voir comment les gens sans capital physique ou financier, mais qui sont prêts à investir dans leur capital humain, peuvent prospérer et le font. Un quart des 1% des mieux rémunérés en Grande-Bretagne sont des immigrants, tout comme plus d'un tiers des directeurs généraux du FTSE 100; un cinquième des plus grandes entreprises américaines du classement Fortune 500 ont été fondées par des immigrants, un autre cinquième par des enfants d'immigrants. Il est vrai que certains d'entre eux peuvent être des personnes fortunées qui se déplacent d'un pays à l'autre. Mais suffisamment d'entre eux sont des histoires de pauvreté à la prospérité pour montrer que vous n'avez pas besoin de commencer financièrement riche pour devenir financièrement riche.

- **Prospérité sans égalité**

Piketty parle avec approbation de "l'âge d'or" du XIXe siècle au cours duquel les revenus se sont accélérés - bien qu'à cette époque il n'y avait pas de lois protégeant les syndicats, pas de salaire minimum, pas d'État-providence, ni beaucoup d'autres choses qui sont communément imaginées pour renforcer l'égalité. Mais ensuite, des inventions telles que l'électricité, les télégraphes, les machines à écrire et les machines à coudre ont stimulé la productivité industrielle, ce qui a entraîné des augmentations de salaires, des heures de travail plus courtes et un plus grand pouvoir d'achat, dont tous les groupes économiques ont bénéficié, en particulier les plus pauvres. Son affirmation selon laquelle " la moitié la plus pauvre de la population est aussi pauvre aujourd'hui qu'elle l'était dans le passé, avec à peine 5 % de la richesse totale en 2010, tout comme en 1910", ignore complètement le fait que la hausse de la productivité a rendu *tout le monde* beaucoup, beaucoup plus riche qu'ils ne l'étaient en 1910. De même, la « grande compression » des revenus, en particulier en Amérique, après la Seconde Guerre mondiale, n'a pas été l'heureux produit de lois favorables aux syndicats ou d'un État-providence en expansion, mais de l'essor du commerce d'après-guerre.

Si vous voulez appauvrir un pays, les politiques redistributives de Piketty sont une bonne stratégie. Les pays qui pénalisent les détenteurs de capital rendent inévitablement moins intéressant pour les gens de créer, d'accumuler, de conserver et d'investir du capital. Ils ont moins d'investissements nationaux et étrangers et moins d'épargnants pour financer des projets de production. Leur concentration sur la

distribution plutôt que sur la croissance se traduit par une croissance, une productivité et une prospérité plus faibles, ce qui nuit le plus durement aux pauvres.

7. Interroger le cas moral

Outre les arguments économiques en faveur de l'égalité, il existe également des arguments moraux. Ils peuvent reposer sur l'idée que le principe d'égalité *découle de valeurs supérieures* telles que notre humanité universelle ; ou que l'égalité est un *bien en soi* parce qu'elle est juste ou équitable ; ou qu'il *délivre d'autres valeurs* telles que la confiance et l'harmonie sociale examinons chacun d'eux.

- **L'argument universel de l'humanité**

Le cas *universel de l'humanité* en faveur de l'égalité est que, à tous égards importants, les êtres humains sont semblables. Ils ont une *identité* similaire, ce qui implique qu'ils sont essentiellement égaux et doivent donc être traités de la même manière.

Il y a des problèmes avec cette suggestion. Pour commencer, nous ne pouvons pas déduire l'égalité de l'identité. Les nombres 3 et 5 partagent l'identité qu'ils sont tous les deux des nombres entiers. Mais ils ne sont pas égaux ; et nous ne pouvons pas non plus les rendre ainsi. Bien que les gens parlent avec désinvolture que les humains sont « nés égaux », la réalité est qu'ils ne le sont pas. Ils diffèrent naturellement à bien des égards – physiques, intellectuels et moraux. Pour faire appel à l'humanité universelle pour justifier l'égalisation d'une caractéristique particulière, nous devrions prouver pourquoi celle-ci devrait l'emporter sur toutes les autres en tant que marque essentielle de l'identité humaine. Ce n'est pas un test que la richesse ou le revenu passerait.

Il n'est pas évident non plus que l'état naturel des êtres humains, égal ou non, soit une condition morale, désirable ou durable qui mérite d'être restaurée et préservée. Encore une fois, il faudrait démontrer qu'il en est ainsi avant que l'argument de l'égalité innée ait le moindre poids.

✓ **Autres formes d'humanité.**

Il est important de se rappeler que les différences que nous voyons dans les revenus ou la richesse ne sont pas le choix conscient de quiconque. Ils ne sont que le résultat de processus économiques impersonnels. Et si nous *essayions* consciemment d'allouer des revenus en fonction de notre humanité partagée, l'égalité serait-elle de toute façon notre ambition ? Peut-être qu'un meilleur indicateur de notre humanité serait notre traitement minimal des autres – en prenant la résolution de ne pas nuire aux autres, par exemple, et en fournissant un « filet de sécurité » pour les plus malheureux. Cela peut signifier accorder aux autres la considération et le respect qui leur sont *dus en tant qu'êtres humains*, mais pas nécessairement *la même* considération et le même respect.

En effet, il peut y avoir plus de considération et de respect dans les sociétés *inégalitaires*. Dans les économies fondées sur la spécialisation, nous valorisons économiquement les personnes pour leurs différentes compétences ; et nous les apprécions différemment sur d'autres mesures, telles que leur statut social, leur amitié ou leur courage. Il est probablement préférable que les gens soient évalués, par leurs pairs, sur ces diverses mesures, plutôt que d'être évalués par les autorités sur la force d'une seule mesure.

L'humanité universelle exige que nous reconnaissons les différences entre les gens, pas seulement leurs similitudes ; et que nous traitons les gens comme des individus, et non sur la base d'une abstraction telle que le revenu ou la richesse.

Étant donné que les individus libres ont des ambitions différentes, y compris extra-financières, il est inévitable que des inégalités de revenus et de richesse apparaissent entre eux. Mais ce ne sont pas les caractéristiques ultimes qui définissent l'humanité.

- **John Rawls : égalité et équité**

La tentative la plus accomplie de fournir un argument moral rationnel en faveur de l'égalisation économique est peut-être *A Theory of Justice* de John Rawls. Sa méthode est une expérience de pensée : si nous devons concevoir une société, mais (derrière un « voile d'ignorance ») nous ne savions pas quelle serait notre place dans celle-ci, quel type de distribution concevrait-on ? Sa réponse est que nous ferions preuve de prudence et choisirions une société relativement égalitaire avec un filet de sécurité solide pour soutenir les moins favorisés.

- ✓ **Les perspectives ne sont pas égales.**

Cela peut être un choix naturel pour un universitaire; mais les universitaires sont notoirement averses au risque. D'autres réagissent différemment au risque et peuvent très bien placer des paris différents dans ce dernier. Beaucoup peuvent être parfaitement disposés à prendre le risque de "faire les choses en grand" et de finir mieux dans une société moins égalitaire.

Mathématiquement, un joueur rationnel choisirait d'avoir un filet de sécurité minimum, mais pas l'égalité. Et différents types de société donneraient aux joueurs la même *valeur mathématique attendue* de leurs choix - il n'y a donc rien de rationnel unique dans l'option d'égalité de toute façon.

Mais si les joueurs pouvaient décider du *montant* de la richesse ou du revenu que la société aurait, et pas seulement de sa répartition, ils pourraient bien décider d'en avoir un riche, en croissance mais moins égalitaire plutôt qu'un pauvre, stagnant mais plus égalitaire. Ou ils peuvent choisir une société moins égalitaire mais mobile, pensant que cela augmenterait les incitations et stimulerait le progrès et la prospérité. Ou ils pourraient choisir une société qui était inégale économiquement mais égale à d'autres égards, comme le statut social. Malheureusement, le scénario de Rawls ne permet pas de telles possibilités, excluant de fait tout sauf l'égalité économique.

✓ Informations sélectives.

Rawls suppose également que les joueurs partagent une «égalité naturelle», de sorte qu'ils doivent faire leur choix sur des bases rationnelles plutôt que sur l'attente qu'ils pourraient utiliser leurs pouvoirs ou capacités particuliers pour restructurer la société choisie d'une manière qui leur convient mieux. Et il pense que cela signifie qu'ils ne choisiraient une société inégalitaire que si tout le monde en profitait. Mais cette prétendue «égalité naturelle» efface automatiquement les différences très humaines qui, en réalité, façonnent les sociétés. Des personnes capables et ambitieuses, par exemple, n'auraient aucune raison de choisir l'égalité ; ils préféreraient

peut-être une société inégalitaire où ils pourraient se frayer un chemin vers le sommet.

Les joueurs doivent évidemment avoir une certaine familiarité avec le fonctionnement des sociétés pour savoir sur quoi ils parient ; mais pas au point qu'ils puissent être sûrs d'être mieux lotis que les autres.

Rawls présume qu'ils comprennent tous le principe de *justice*, mais puisqu'il définit cela comme *l'équité*, cela pousse inévitablement leurs choix vers l'égalité, plutôt que vers d'autres possibilités telles que la diversité ou la mobilité. En d'autres termes, il conçoit ses joueurs et leur pari d'une manière qui soutient nécessairement le cas de l'égalité, remplaçant tous les autres aspects de la société tels que la famille, le mérite ou la liberté. En effet, il est fait peu mention de la liberté et de sa valeur dans *A Theory of Justice*. Et tandis que la famille et l'éducation sont évidemment une source majeure d'inégalité, Rawls s'abstient de l'exclure de sa société soi-disant rationnelle et égalitaire.

✓ **Servir ou mériter.**

Même si nous égalisons la richesse et les revenus, nous nous retrouvons toujours avec le fait que d'autres différences humaines nous laissent inégaux à bien des égards. Pour rétablir l'égalité, Rawls propose que ceux qui ont des talents naturels ne les utilisent que pour le bien commun, ne pas pour leur propre avancement. Mais si ces dons naturels sont une question de chance, cela ne veut pas dire qu'ils ne sont « pas mérités » et doivent donc être abandonnés. La réalisation personnelle est presque toujours enracinée dans une qualité naturelle, telle que la forme physique ou les compétences ; mais nous pensons toujours que les athlètes « méritent » leurs

médailles, et nous n'imaginons pas que d'autres personnes y aient droit.

En somme, l'argument de Rawls, bien que très influent, n'est pas satisfaisant. Justice ne signifie pas seulement équité; cela signifie encore moins l'égalité. Une société juste est une société qui respecte les personnes en tant qu'individus, tolère leurs différences, garantit leur liberté, protège leurs droits et minimise la coercition à leur encontre. Si nous partons d'une notion préconçue d'une société égalitaire, nous ne pouvons garantir aucun de ces résultats.

8. Remise en question des prétentions pratiques

On peut alors se demander jusqu'à quel point l'égalité peut être considérée comme un bien moral en soi ou comme un bien qui découle de valeurs fondamentales telles que la justice. Et il y a aussi des doutes quant à la mesure dans laquelle l'égalité nous aide également à atteindre d'autres valeurs.

- ***Les erreurs du niveau à bulle***

La thèse de *The Spirit Level* de Kate Pickett et Richard G. Wilkinson (2010) est que presque tous les problèmes sociaux, du malheur à l'obésité, en passant par la maladie mentale, la mortalité infantile, les mauvaises écoles et les taux de meurtres, sont liés à l'inégalité des revenus. Ces problèmes, suggèrent les auteurs, peuvent être le résultat des dommages psychologiques provoqués par l'inégalité, tels que l'envie, la méfiance et la cupidité. Pour prouver leur thèse, ils classent différents pays en fonction de leur inégalité, puis les évaluent sur diverses mesures, trouvant une corrélation dans presque tous les cas. Même si la corrélation et la causalité sont deux choses différentes, leurs preuves ont encore convaincu des milliers de lecteurs que l'inégalité cause effectivement un large éventail de problèmes sociaux.

Cependant, de nombreux critiques contestent fortement la thèse, la méthode et les conclusions du livre, sans parler des conclusions populaires qui en découlent. Par exemple, l'éminent économiste britannique John Kay souligne que la plupart des corrélations présumées sont présentées sous forme de diagrammes de dispersion traversés par une « ligne de tendance ». Mais dans presque tous les cas, il y a tellement de pays « aberrants » que sans la ligne de tendance, les

données ressemblent davantage à une dispersion complètement aléatoire.

✓ **Les données triées sur le volet.**

Dans **The Spirit Level Delusion**, Christopher Snowdon (2010) soutient que le choix des pays à inclure ou à exclure fait une énorme différence dans les résultats et peut neutraliser ou même inverser les corrélations supposées. Les auteurs de **The Spirit Level** affirment qu'il y a de bonnes raisons pour leurs choix et qu'ils doivent se limiter aux grands pays qui collectent les données qu'ils évaluent dans chaque cas, mais Snowdon soutient que certaines mesures (telles que l'espérance de vie) sont très sensibles aux pays inclus, et que les omissions de Singapour, de la Corée du Sud, de Hong Kong et de la République tchèque, ainsi que l'exclusion sporadique d'autres pays qui peuvent ne pas correspondre au récit, équivaut à une « cueillette de cerises ».

✓ **Les causes complexes.**

Il est peu probable que les différences entre les pays en matière de santé, de criminalité ou d'autres mesures puissent provenir de la seule inégalité, dit Snowdon. Une mauvaise santé, par exemple, est plus susceptible d'être due à la pauvreté, à un mauvais logement, à une mauvaise éducation, à de longues heures de travail manuel ou agricole, et même au profil d'âge du pays concerné. Les taux de mortalité infantile peuvent être plus plausiblement liés aux différences d'âge du mariage, aux médicaments et à la collecte de données qu'à l'inégalité, et la mortalité infantile est maintenant si rare dans les pays avancés que toute différence n'est pas pertinente (bien que pour ce que ça vaut, Singapour une société très inégale a les taux les plus bas du monde).

L'obésité, une autre corrélation supposée, est plus susceptible de refléter les traditions alimentaires et de style de vie des différents pays plutôt que l'inégalité. Les taux divergents de consommation de tabac et d'alcool peuvent être influencés par l'importance des taxes prélevées sur ces produits. Les taux de maladie mentale, eux aussi, peuvent avoir de nombreuses causes autres que l'angoisse supposée, provoquée par l'inégalité. De nombreux pays pauvres ne disposent même pas de données sur les troubles mentaux, tandis que les pays plus riches qui peuvent se permettre plus de psychiatres voient naturellement plus de patients diagnostiqués.

Les mêmes causes complexes s'appliquent ailleurs à d'autres corrélations de *niveau à bulle*. Les auteurs soutiennent que des sociétés relativement inégales telles que les États-Unis envoient plus de personnes en prison, ce qui suggère que l'inégalité provoque le crime. Mais cette différence semble être davantage liée aux cultures punitives qu'aux taux de criminalité, dit Snowden, puisque certains pays relativement égaux ont des taux de crimes violents élevés mais choisissent d'envoyer moins de personnes en prison. Encore une fois, les taux élevés de recyclage au Japon et en Suède ne montrent peut-être pas que des sociétés aussi égalitaires ont un plus grand engagement social, simplement que le recyclage est obligatoire dans ces endroits. Un meilleur indice d'engagement social pourrait en fait être les dons philanthropiques de classe mondiale en Amérique.

✓ **Les mesures impossibles.**

Le phénomène le plus difficile à cerner est peut-être la prétendue corrélation entre l'égalité et le bonheur, qui est notoirement difficile (et sans doute impossible) à mesurer. Par exemple, la Finlande est considérée comme le pays le plus heureux du monde ; mais cela pourrait être une conséquence de sa petite taille et de son homogénéité, qui favorise probablement la confiance ; ou même que les deux tiers de la population sont des luthériens, dont l'église enseigne le contentement de son sort. Et si les mesures du bonheur nous disent quelque chose, c'est que les habitants des pays riches sont généralement plus heureux que ceux des pays pauvres, quelles que soient les inégalités de revenus. En effet, un vaste sondage réalisé par les chercheurs Jonathan Kelley et Mariah Evans (2017) démystifie l'idée que l'inégalité sape le bonheur : dans les pays en développement, l'inégalité est considérée comme un indicateur d'opportunité et de mobilité ascendante ; dans les pays développés, il semble n'y avoir aucune relation.

L'idée que l'inégalité engendre l'envie et la tension sociale est également discutable. Encore une fois, il est difficile de mesurer l'une ou l'autre notion ; ce qui devrait être considéré comme un indicateur de tension sociale est une question d'opinion - guerres civiles, coups d'État, émeutes, messages agressifs sur les réseaux sociaux ? Et, au cours de l'histoire, les guerres et les soulèvements se sont produits pour de nombreuses raisons variées, pas nécessairement uniquement pour des tensions sociales internes. Sans doute, l'inégalité était bien plus grande il y a des siècles, mais il y avait moins d'envie ; ou peut-être plus d'acceptation que l'inégalité était une condition normale. Et

ceux qui fomentent des troubles politiques peuvent être motivés par de nombreux motifs autres que l'envie.

- **Détourner notre attention**

En comparant un large éventail de mesures sociales contre l'inégalité, **The Spirit Level ** nous oblige à une vision tunnel selon laquelle l'inégalité est le facteur crucial, même si les données ne sont pas fiables, les mesures discutables et la réalité très compliquée.

Les données disponibles proviennent d'un large groupe de pays avec des populations diverses et des valeurs, des cultures, des religions, des ethnies, des histoires, des traditions, des régimes alimentaires, des normes d'éducation, des États-providence et des structures familiales différents. La Norvège, la Corée du Sud, Israël, la Suisse ou Brunei sont tous des pays riches mais n'ont que très peu de choses en commun. L'inégalité des revenus n'explique pas le faible taux de natalité chez les adolescentes en Asie, l'obésité et la philanthropie des Américains, le taux de suicide élevé au Japon ou les niveaux élevés de confiance envers la Scandinavie. Il n'y a tout simplement aucune preuve fiable, ni accord académique, que l'inégalité a les nombreux résultats indésirables dont on l'accuse.

9 .Egalité salariale sur le lieu de travail

- **Les contradictions de l'égalité salariale**

Le problème de savoir comment établir un salaire égal mais juste sur le lieu de travail cristallise les problèmes plus larges de la mise en pratique de l'idée d'égalité.

- ✓ **Les contradictions de l'égalité salariale.**

Commençons par un cas extrême, où les employeurs sont obligés de donner à leurs travailleurs des salaires égaux. Si ces employés travaillent des heures différentes, peut-être en raison de la maladie ou d'engagements familiaux ou d'un mauvais respect du temps de certains, cela les laisse recevoir un taux horaire *inégal* - en ce sens que ceux qui ont une mauvaise santé, les soignants et les fuyards recevraient plus par heure travaillée que les autres. Cela conduit inévitablement à des conflits au sein de la main-d'œuvre, comme l'ont découvert à leurs dépens les PDG qui ont essayé volontairement des politiques d'égalité de rémunération (comme Simon Benton de la société britannique de psychothérapie Spill). Il en résulte des lieux de travail mécontents et une baisse de la productivité.

C'est peut-être pour cette raison que même les pays socialistes n'ont pas des taux de rémunération égaux, et pourquoi les militants appellent généralement à "plus d'égalité" - des ratios maximaux entre les hauts et les bas salaires, les salaires minimum et maximum, etc. - plutôt qu'une simple "égalité".

Cependant, les mêmes problèmes se posent dans le cadre de telles politiques, même sous une forme plus diluée.

✓ **Les facteurs non monétaires.**

En outre, une politique d'égalité salariale ne reconnaît pas les nombreuses dissemblances entre les différents emplois. Certains sont agréables, d'autres non; certains viennent avec des « avantages » tandis que d'autres non ; certains nécessiteront un important investissement initial de temps et d'efforts dans la formation avant même qu'une personne puisse commencer à les suivre. Pourquoi quelqu'un devrait-il accepter de faire un travail qui nécessite un investissement considérable, pour le même salaire qu'un travail auquel n'importe qui pourrait accéder directement ?

Si nous devons élargir le sens de « l'égalité de rémunération » et essayer de compenser les gens pour ces différences d'emplois, comment pourrions-nous calculer leur valeur ? Cela n'existe que dans la tête des individus concernés. Et si on voulait rémunérer les gens qui font des travaux difficiles, est-ce que ça veut dire qu'on va payer moins les travailleurs qualifiés, parce que les travailleurs qualifiés trouvent plus facilement le même travail ?

✓ **Des familles inégales.**

Un autre problème est que les employés peuvent avoir des familles de tailles différentes. A salaire égal, un ménage d'une personne serait mieux loti qu'un ménage de deux personnes mais d'un seul revenu, et bien mieux qu'une famille de quatre ou cinq. Par conséquent, payer les gens de manière égale ne signifie toujours pas que tout le monde devient également aisé.

✓ **Différentes manières d'agir.**

Les travailleurs peuvent recevoir des revenus égaux, mais certains peuvent choisir d'épargner et d'investir plus que d'autres ou de transmettre de l'argent à leur famille. Il n'y a là aucune injustice cela ne fait de tort à personne d'autre et, en fait, nous considérons généralement cette prudence et cette responsabilité comme louables. Mais cela signifie que, malgré le fait de payer les gens de la même manière, certaines familles et certains individus finissent par être beaucoup mieux lotis que d'autres.

La même chose se produit lorsque les gens ont des revenus égaux, mais que leur consommation est différente. Certains, par exemple, peuvent avoir besoin de soins médicaux coûteux ou de réparations à leur domicile. D'autres peuvent choisir de dépenser pour des vêtements de créateurs ou un mariage familial. Pourtant, d'autres peuvent simplement gaspiller leurs gains, les laissant mal lotis. Quelle qu'en soit la raison, le résultat est que, malgré leur salaire égal, ils se retrouvent chacun avec des sommes d'argent différentes.

• **Existe-t-il un écart de rémunération entre hommes et femmes ?**

On affirme régulièrement qu'il existe un «écart entre les sexes» entre la façon dont les hommes et les femmes sont rémunérés pour un travail similaire, ce qui est considéré comme un signe de discrimination et d'injustice. Les critiques soulignent les

différences de taux de salaire moyens entre les hommes et les femmes, qui, dans certains pays développés, peuvent atteindre 40 %. Et dans de nombreux pays, rares sont les femmes parmi les mieux rémunérés.

En réponse, les politiciens de plusieurs pays exigent que les grandes entreprises publient leurs taux de rémunération pour les hommes et les femmes et entreprennent de les égaliser.

✓ **Un écart qui se resserre.**

Cependant, il existe de bonnes preuves qu'il n'y a actuellement aucun écart significatif entre les sexes (du moins dans les pays avancés) et que les politiques qui en découlent sont mal fondées. Il existe certainement un écart entre les sexes entre les travailleurs *âgés*, mais c'est parce que ces personnes ont commencé à travailler, il y a quelques décennies, à une époque de discrimination et d'importants écarts de rémunération entre les sexes; et lorsque les employés ont obtenu des augmentations annuelles, ces écarts de rémunération ont persisté. Mais ceux qui entrent sur le marché du travail aujourd'hui sont plus susceptibles d'être payés de la même manière. Pour les moins de trente ans, l'écart s'est largement estompé (et dans certains pays, comme les États-Unis, documenté par le Pew Research Center en 2013, il a presque totalement disparu).

✓ **Origines de l'écart.**

Il existe toujours un écart de rémunération, mais il s'agit principalement d'un écart de *soins* plutôt que d'un écart entre les sexes, car les femmes prennent beaucoup plus souvent en charge l'éducation des enfants et la garde de leurs proches. (Au Royaume-Uni, par exemple, environ les deux tiers des soignants sont des femmes, selon l'Institut IZA d'économie du

travail, et les estimations de l'OCDE et d'autres suggèrent une prédominance similaire dans plusieurs pays.) Pour cette raison, les femmes peuvent être plus susceptibles de rechercher un travail flexible ou à temps partiel.

Mais les travailleurs à temps partiel et flexibles ont moins de valeur pour les employeurs car ils coûtent plus cher à gérer et peuvent ne pas être disponibles en cas de besoin. Par conséquent, de nombreuses femmes ayant des responsabilités familiales se contentent d'un salaire inférieur ou d'emplois de niveau inférieur dans lesquels les horaires flexibles posent moins de problèmes aux employeurs.

Les femmes peuvent très bien commencer à travailler avec le même salaire et la même trajectoire ascendante que les hommes. Mais ceux qui, dans la vingtaine et la trentaine, prennent des années de congé ou travaillent des heures réduites pour élever des enfants prendront du retard – de manière significative – sur cette progression de la vie. Lorsqu'ils reprennent le travail, leur salaire augmente généralement à nouveau mais (puisque le salaire reflète l'expérience et les années de service) ils repartent d'un niveau absolu inférieur à celui atteint par les travailleurs à temps plein à ce moment-là.

✓ **Autres explications.**

Il y a d'autres raisons : des taux d'imposition marginaux élevés et des prestations sociales généreuses peuvent inciter les femmes ayant des responsabilités familiales à s'absenter du travail plus longtemps, les laissant encore plus à la traîne. Il peut y avoir des différences de tempérament entre les sexes : aux États-Unis, les recherches du Pew Center suggèrent que les femmes préfèrent les emplois qu'elles apprécient, qui offrent la sécurité et leur permettent de prendre du temps pour

s'occuper de leurs responsabilités, tandis que les hommes sont plus disposés à gravir le poteau graisseux de la promotion et l'avancement.

Les femmes pourraient également être moins agressives dans les négociations salariales (ce qui est corroboré par le fait que l'écart salarial est moindre là où la négociation collective prévaut). Dans les cultures où les femmes prennent habituellement des partenaires plus âgés, et donc déjà avancés dans la progression salariale, elles peuvent être plus disposées à accepter des augmentations de salaire inférieures. De plus, les femmes peuvent avoir des préférences professionnelles différentes, occupant plus souvent des emplois dans de petites entreprises ou dans des organismes à but non lucratif, et des emplois plus agréables et moins risqués, tous par nature moins bien rémunérés.

✓ **Erreurs statistiques.**

Les statistiques brutes peuvent également être trompeuses. Il est faux de comparer les salaires *moyens*, par exemple, tant la distribution des revenus est biaisée. Bien qu'il y ait une limite inférieure (telle que le salaire minimum légal) à ce pour quoi les gens veulent ou peuvent travailler, il n'y a pas de limite supérieure au salaire. Et beaucoup plus de femmes, comme nous l'avons vu, choisissent des emplois flexibles ou à temps partiel (mais moins rémunérés). Un ou deux hommes milliardaires peuvent donc élargir considérablement les *moyennes* de genre. Pour comprendre la situation de la plupart des gens ordinaires, nous devrions plutôt regarder le salaire *médian*, où il y a un nombre égal de personnes au-dessus et au-dessous. Là, on trouve beaucoup moins de différence entre les sexes.

✓ Différences naturelles.

Compte tenu de tout cela, il semble que pour la plupart - peut-être presque tous, selon certaines études - l'écart de rémunération supposé entre les sexes n'est pas dû à la discrimination ou à l'injustice, mais aux choix de mode de vie naturels des femmes et des hommes. Les gouvernements pourraient chercher à rééquilibrer ces différences avec des politiques telles que la garde d'enfants gratuite ou des programmes de recyclage pour les femmes qui ont pris du temps pour s'occuper des enfants, ou d'autres mesures. Mais à moins qu'il n'y ait une révolution sociale dans les attitudes de genre envers le travail et les soins, cette différence semble devoir persister.

• Les PDG valent-ils leur argent ?

Début janvier apporte des plaintes annuelles selon lesquelles les PDG des sociétés FTSE ou Dow Jones ont maintenant gagné plus que leurs travailleurs moyens ne gagnent en un an. Cela est prétendu être grossièrement injuste - les PDG peuvent travailler de longues heures, mais pas *beaucoup* plus longtemps que les autres travailleurs - et s'accompagne de propositions visant à réduire cette injustice en imposant un «salaire maximum» (reflétant, à l'extrémité supérieure, le «salaire minimum d'autre part) ou une limitation du rapport entre la rémunération des dirigeants et la rémunération des salariés les moins bien payés de l'entreprise.

✓ **Attitudes inégales.**

En revanche, très peu de gens considéreraient comme injuste que des artistes, des acteurs, des pilotes de course ou des joueurs de football de premier plan gagnent des salaires très élevés. Ils font une grande différence dans la vie de nombreuses personnes, parfois des millions, qui les paient volontairement pour le plaisir. Mais alors les PDG font une grande différence pour leurs nombreux actionnaires, qui les paient également volontairement pour la richesse qu'ils créent. Un bon PDG peut augmenter considérablement la valeur d'une entreprise ; un mauvais peut l'amener (et ses investisseurs) à la faillite. Pourtant, il est suggéré d'interdire aux actionnaires de l'entreprise de payer ce qu'ils pensent qu'un PDG qui réussit vaut pour eux et pour tous ceux qui travaillent dans leur entreprise.

✓ **Ajouter de la valeur.**

La rémunération des PDG est certainement élevée et a augmenté. Mais ensuite, avec la mondialisation, les plus grandes entreprises des principaux marchés boursiers ont également augmenté, en taille, en complexité et en empreinte internationale. Peu de personnes possèdent les compétences nécessaires pour gérer des entreprises internationales aussi vastes et complexes, tout comme il existe peu de personnalités sportives de renommée mondiale. En conséquence, il y a une concurrence croissante pour le talent des PDG, et il n'est pas

surprenant que le salaire des PDG et des stars du sport soit élevé.

✓ Qui décide ?

Les critiques peuvent prétendre que la rémunération des dirigeants est *trop* élevée, mais qui a le droit de décider ? La seule façon objective de juger ce que valent les PDG est après coup – pour voir comment leur arrivée ou leur départ affecte le cours de l'action de l'entreprise. Et cela, comme l'a souligné l'analyste politique Sam Bowman en 2016, peut être très considérable. Apple, par exemple, a perdu 5 % de sa valeur (environ 17,5 milliards de dollars) lorsque le fondateur et PDG Steve Jobs est décédé. La valeur de Microsoft a augmenté de 8 % (20 milliards de dollars) après la démission de Steve Balmer en 2013. La même année, le départ d'Angela Ahrendt de Burberry a réduit la valeur de l'entreprise de plus de 500 millions de livres sterling. Ce sont de grands nombres, tous jusqu'à des individus seuls.

Le travail d'un PDG est difficile à évaluer. Ce n'est pas comme le travail à la pièce, où le salaire reflète le nombre de widgets produits ; cela demande de la vision, de la présence et du flair. Les actionnaires pourraient licencier les PDG ou réduire leur salaire s'ils pensaient qu'ils obtenaient de faibles rendements sur l'argent; et parfois ils le font. Mais la plupart du temps, ils sont heureux d'approuver les packages de rémunération de leurs PDG. Qui peut dire qu'ils ont tort ? Mais les critiques des inégalités contrediraient leur évaluation, soutenue par la force législative.

10. Les racines de la politique de péréquation

- **De l'éthique à la politique**

D'autres problèmes surgissent lorsque des idées morales, étayées par des statistiques douteuses, se transforment en programmes politiques. Les idées morales concernent la façon dont nous aimerions *que les gens soient des politiciens* pour devenir quelque chose. Cela fait une grande différence.

- ✓ **Fausse hypothèse.**

Nos sentiments naturels, culturels et religieux d'équité conduisent de nombreuses personnes à supposer que l'égalité est la seule situation morale et trop souvent, ils s'appuient sur des statistiques douteuses et des termes chargés pour renforcer cette hypothèse. Et puisque la charité privée (axée sur la pauvreté, pas sur l'égalité) n'est pas à la hauteur de l'égalisation de tout le monde, la présomption supplémentaire est que le gouvernement doit le faire par la force.

Cela sous-tend une présomption selon laquelle les individus ne sont pas responsables de leur situation économique, que l'inégalité est créée par la société et que les pauvres sont victimes des circonstances tandis que les riches sont des manipulateurs indignes. Mais ce récit néglige l'importance de facteurs tels que le travail acharné, l'ambition, l'acquisition de

compétences, la volonté et la résilience pour déterminer où les gens finissent en termes de revenus et de richesse.

✓ **Justification de la redistribution.**

Pour certains universitaires, le récit de l'égalité fournit la justification (ou peut-être le vernis) du passage de la pensée éthique à l'action politique. Aux gouvernements, il suggère un moyen de désamorcer l'envie des gens et fournit les bases d'une intervention politique.

D'où les demandes d'un programme politique pour égaliser les différences qui ne promeuvent pas activement le bien collectif. Cela traite les humains en termes dépersonnalisés, comme s'ils n'existaient que pour servir une fin sociale choisie par les autorités. Cela fait que les idées éthiques (sur la façon dont nous devrions vivre nos propres vies) servent les idées politiques (sur la façon dont nous devrions servir les autres). Mais l'éthique doit informer la politique, et non l'inverse.

• **L'impossibilité d'obtenir des résultats égaux**

✓ **Différences non matérielles.**

Dans la hâte de transformer l'idée morale d'égalité économique, en politique, nous oublions que les êtres humains ne sont pas que *des choses* : ils créent et chérissent des choses, y compris leurs innombrables ambitions *non financières*. Et ils

diffèrent d'innombrables façons, pour la plupart inoffensives ou même bénéfiques : peut-être, comme les avantages de la biodiversité, notre société est également rendue plus sûre par notre diversité.

De nombreuses autres différences, comme celles de capacité ou d'éducation, nous ne pouvons pas changer ni compenser : comment jugerait-on de la valeur financière d'une enfance stimulante, ou du coût d'une extrême timidité ? Comment mesurerions-nous la joie et la tristesse, et donnerions-nous aux gens une mesure égale des deux ? Mais alors la satisfaction humaine vient de la réalisation de nos propres objectifs internes, et non de notre richesse extérieure.

Nous ne pouvons pas égaliser ces choses parce que nous ne pouvons pas leur attribuer de prix; les gens se concentrent donc plutôt sur ce que nous *pouvons* mesurer et manipuler le revenu et la richesse. Cela semble au mieux une approche très partielle, au pire très déformante. Et même cela est insuffisant : on peut espérer égaliser les richesses et les revenus, mais ce n'est pas une garantie que les gens finissent avec un bénéfice égal.

✓ **Le problème des rockstars.**

Il y a donc le problème de la rock star. Même si tout le monde part d'une position d'égalité complète, les fans paieront volontiers pour voir leur rockstar préférée en concert. Ils terminent chacun la soirée un peu plus pauvres et la rockstar la termine beaucoup plus riche. Maintenir l'égalité avec laquelle nous avons commencé exigerait une réévaluation et

une redistribution constantes des revenus. Mais puisque les transactions étaient entièrement volontaires, aucun tort ou injustice n'a été fait à qui que ce soit. Alors au nom de quoi pourrait-on renverser cet échange volontaire, autre que la vision sociale d'une certaine autorité ?

De plus, ceux d'entre nous qui sont de mauvais guitaristes sont à peine égaux à n'importe quelle rockstar, que ce soit dans nos capacités ou notre capacité à gagner de l'argent. On pourrait peut-être même faire bouger les choses en coupant un ou deux doigts des meilleurs guitaristes. En plus de nous priver de performances musicales incroyables, ce serait un acte de violence à leur encontre. Mais alors toute égalisation forcée, qu'elle soit de guitaristes ou de salariés, nécessite la menace de violence contre certaines personnes.

Elle soulève également une contradiction dans la mesure où elle exige que les personnes soient traitées de manière *inéga*le pour produire l'égalité voulue. Le récit suppose qu'un tel traitement forcé et inégal au nom de l'égalisation n'entre pas en conflit avec d'autres aspects de la vie, tels que la justice, les droits civils, la liberté, la famille, la prospérité et l'élimination de la pauvreté. Mais c'est le cas.

- **Compenser la malchance**

Étant donné l'impossibilité d'obtenir des résultats égaux, une suggestion commune est que nous devrions au moins compenser les gens pour la malchance. Cela pourrait signifier une compensation pour la chance «brute», comme être né dans une famille indifférente, devenir aveugle, se faire voler ou d'autres malheurs indépendants de la volonté de la victime.

Mais, mis à part le problème habituel de savoir comment mesurer le poids de cette malchance et décider quelle compensation est appropriée, une telle politique est compliquée par le fait qu'il existe de nombreuses sortes de chance qui affectent toute la vie humaine de différentes manières et différents degrés dans différents mélanges.

Il n'est pas évident de démêler cela et de décider ce que nous devrions compenser, dans quelle mesure et ce que nous ne devrions pas.

✓ **Chance brute et optionnelle.**

Parallèlement à la « chance brutale » des choses qui échappent au contrôle de l'individu, il y a la « chance de l'option » - comment les paris délibérés et calculés des gens se révèlent. Les exemples peuvent inclure l'achat d'un billet de loterie gagnant ou l'investissement dans une entreprise qui fait faillite. Il y a un certain accord sur les mérites de compenser la chance brute (bien que les libéraux disent que, dans la mesure du possible, les gens devraient s'assurer contre elle plutôt que de s'attendre à ce que les contribuables les renflouent). Mais il n'y a pas d'accord sur ce qu'il faut faire au sujet de la chance de l'option.

Un argument est que nous ne devrions pas du tout compenser la chance d'option, car cela éteindrait la responsabilité personnelle et inciterait les gens à prendre des risques absurdes. Ils sauraient qu'ils pourraient entreprendre des entreprises commerciales très incertaines ou perdre leur maison en jouant aux cartes, ou nuire à leur santé en abusant de drogues, sachant que leur perte ou leur blessure serait entièrement indemnisée. Mais cette politique produit des résultats durs et incohérents. Nous pouvons bien hésiter à indemniser les personnes qui jouent aux cartes, mais la simple

humanité exigerait que nous aidions un motocycliste qui a subi des blessures à la tête parce qu'il ne portait pas de casque. Où nous traçons la ligne est un choix subjectif. Et encore une fois, les libéraux pourraient dire que l'aide volontaire aux victimes de la mauvaise option est bien, mais forcer les autres à aider en payant des impôts plus élevés ne l'est pas.

La plupart des résultats de la vie sont un mélange de différents types de chance, de circonstances, de jugement, d'effort, d'application et bien d'autres choses. Même en limitant les choses à la chance brute et à la chance d'option, il est rarement évident de savoir dans quelle mesure l'un ou l'autre est responsable de tout résultat. Beaucoup de gens fument des cigarettes, par exemple, mais seuls certains contractent un cancer du poumon. De nombreuses personnes naissent dans des ménages aisés, attentionnés et stimulants qui constituent un tremplin vers l'éducation et les affaires, mais seuls quelques-uns deviennent milliardaires. Comment pouvons-nous déterminer dans quelle mesure le succès de quelqu'un est dû à une éducation utile et dans quelle mesure est-il dû à son travail acharné, à sa diligence et à d'autres choses sous son contrôle ? En effet, leur diligence est-elle entièrement sous leur propre contrôle, ou principalement le résultat de leur éducation ? Et leurs choix ont-ils été couronnés de succès grâce à la chance brute d'être au bon endroit au bon moment ? Encore une fois, une politique de péréquation qui paraissait simple au départ s'avère ne pas l'être.

11. Approches politiques de la péréquation

- **De l'égalité à l'équité**

Si une péréquation complète est impossible et qu'indemniser les gens pour la malchance est problématique, quel niveau de péréquation devrions-nous viser ? Il existe de nombreuses options, mais aucune d'entre elles ne résout vraiment le problème car chacune est cohérente avec un résultat hiérarchique, et pas seulement égal.

- ✓ **Les stratégies théoriques.**

Un libéral classique, par exemple, plaiderait pour l'égalité *des droits politiques et juridiques* et autrement de laisser les gens également seuls. Mais cela place encore subjectivement l'égalisation de ces droits au-dessus de l'égalisation d'autres choses telles que le revenu, la richesse ou le statut social. Une deuxième option libérale consiste simplement à accorder aux gens *une attention et un respect égaux*. Mais qu'est-ce que cela signifie, et que faisons-nous des personnes qui exigent *plus* de respect et de statut que ce qui est accordé aux autres ? Une troisième possibilité est d'accepter qu'il existe de nombreuses différences entre les personnes, mais de *traiter des cas similaires de la même manière* en récompensant la vertu et en

punissant le crime, par exemple. Mais cela nous laisse encore avec d'innombrables autres inégalités non compensées.

Une quatrième stratégie, proposée par l'économiste Nobel Amartya Sen, est d'essayer d'égaliser *les capacités*, de sorte que chacun ait accès aux ressources de base (par exemple, nourriture, logement et éducation) dont il a besoin pour mener une vie épanouissante. Pourtant, même cela pourrait laisser *des résultats* très inégaux. De plus, il n'existe aucun moyen clair de mesurer les «capacités» ou de savoir si nous les avons égalisées. Et ce qui compte comme ressources « de base » est une question d'opinion. Bien que l'approche de Sen nous oblige à nous concentrer sur notre traitement minimal des autres êtres humains, les politiques spécifiques qui en découlent sont vouées à la controverse.

- **Répondre aux besoins des personnes**

- ✓ **Les besoins divers.**

Une autre stratégie consiste à essayer d'égaliser les gens en fonction de leurs besoins à l'instar du célèbre dicton de Karl Marx : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Mais à moins que « besoin » ne signifie que le minimum nécessaire à la vie, ce qui compte comme « besoin » est à nouveau subjectif. Comment pouvons-nous savoir, par exemple, si les gens « ont besoin » d'une plus grande maison ou de meilleurs vêtements ? Certaines personnes peuvent

ressentir un « besoin » brûlant de vengeance, de narcotiques ou de statut social. Doit-on satisfaire ces « besoins » douteux ?

✓ **Fournir des biens matériels égaux.**

L'approche des besoins nous entraîne dans l'idée qu'au lieu d'essayer impuissant d'égaliser les revenus, nous devrions plutôt fournir aux gens le même ensemble de biens matériels d'écoles, de soins de santé, de logement, de nourriture, de transport, etc. Pourtant, ces « services de base universels » n'égaliseraient pas les avantages dont les gens bénéficient. L'éducation gratuite n'est d'aucune valeur pour ceux qui n'ont pas d'enfants pour en bénéficier ; les personnes malades ont besoin de plus de soins de santé ; un logement identique ne conviendrait pas aux familles nombreuses ; les ouvriers ont besoin d'aliments plus caloriques que les employés de bureau ; et ceux qui travaillent à domicile ont moins besoin de transport que les navetteurs. Les partisans soutiennent que la fourniture de services de base universels est juste parce que les gens les utilisent en fonction de leurs besoins. Mais ignorer les différences individuelles semble susceptible de produire des plaintes constantes d'injustice.

✓ **Les dangers de ces approches.**

Les stratégies des « besoins » et des « services de base universels » impliquent un énorme contrôle de l'État sur la

production et la distribution. Ils auraient besoin d'un appareil d'État et d'une fiscalité pour le financer, plusieurs fois plus importants que tout ce qui existe actuellement. Et ils mettraient un pouvoir, une discrétion et un patronage énormes entre les mains des politiciens et des administrateurs (ce qui n'est guère «l'égalité»). De plus, la fourniture par l'État d'un monopole sur tant de biens fondamentaux étoufferait l'innovation, le progrès et la croissance économique.

Nous pourrions bien sûr offrir un accès égal à ces biens en les faisant produire en privé tout en donnant aux gens des cartes de rationnement ; mais décider qui a accès à quelles rations est toujours une énorme source de pouvoir sur les autres.

✓ **La contribution à la société.**

Un autre problème pour ces deux approches est que même les escrocs qui évitent consciemment le travail et l'effort auraient toujours droit aux mêmes biens. D'où une autre suggestion : que les gens ne soient récompensés qu'en proportion de leur contribution à la société. On peut dire que l'économie de marché le fait déjà : en général, les gens sont payés en fonction de la valeur qu'ils apportent aux autres. Mais cela nous laisse encore de grandes disparités entre, disons, les entrepreneurs informatiques dont les produits améliorent la vie de millions de personnes et un nettoyeur à temps partiel dans un petit café. Et sans les prix du marché, nous n'avons aucun moyen de mesurer la « contribution des gens à la société ». Quelles devraient être les récompenses relatives d'une infirmière, d'un juge, d'un scaphandrier, d'un inspecteur des impôts ou de l'inventeur de médicaments salvateurs, par exemple ? Il y aurait des conflits constants, avec différents groupes faisant

valoir qu'ils contribuaient plus que d'autres, et aucun moyen de les résoudre.

- **Réduire les différences**

Compte tenu de tous ces problèmes, le débat intellectuel passe inévitablement d'une plus grande *égalité* de richesse et de revenus à une plus grande *équité* que les différences de richesse et de revenus sont encore acceptables. L'accent est mis ici sur la fin des fortes différences de richesse, de revenu ou d'autres caractéristiques.

- ✓ **Les problèmes dans l'approche.**

Mais cette approche pragmatique n'est pas robuste : si l'inégalité est considérée comme mauvaise, l'inégalité atténuée n'est toujours pas bonne. L'approche n'est pas non plus stable : nous pourrions viser à maintenir l'inégalité dans des limites « équitables », mais l'équité est une idée subjective, et il y aurait désaccord sur le degré d'inégalité acceptable. Très probablement, des revenus ou une richesse *plus égale* provoqueraient une dispute encore plus grande que ceux entièrement égalisés, les gens enviant toujours les autres qui ont été mieux lotis et se plaignant que leurs besoins ou contributions spécifiques n'ont pas été reconnus.

Compte tenu de tous ces problèmes, il n'est pas surprenant que le débat se déplace ensuite vers la question de savoir si, plutôt que d'égaliser ou même de réduire les résultats, nous pouvons égaliser ou réduire les *opportunités* qui sont disponibles pour tout le monde.

12. Egalité des chances

L'égalité des chances est l'idée que chacun doit concourir sur un pied d'égalité pour les emplois, les fonctions civiles ou d'autres opportunités, indépendamment de sa richesse, de son éducation ou d'autres caractéristiques telles que la race, la religion, le sexe ou l'âge. Seules les caractéristiques *pertinentes*, telles que leur capacité à faire le travail, devraient compter.

L'éducation est bien sûr l'un des principaux facteurs qui pourraient empêcher les gens d'accéder à des emplois et à des opportunités avantageux. Les enfants issus de familles stables, aimantes et stimulantes sont mieux placés pour réussir à l'école et aller au collège ou se former à une profession bien rémunérée. Par conséquent, une grande partie de la discussion sur l'égalité des chances porte sur la manière dont nous pouvons égaliser, ou du moins réduire, ces différences de fond.

Encore une fois, il y a des lacunes à cela. Par exemple, mettre l'accent sur l'égalité des chances pour des emplois et des bureaux avantageux implique que les inégalités de revenus et de statut restent avec nous. L'approche semble accepter l'idée

d'une société méritocratique, avec toutes les inégalités que cela implique, et non égalitaire. Et nous choisissons à nouveau une seule petite partie de la vie humaine, à savoir l'éducation, et nous ignorons le reste.

- **Le sens de l'égalité des chances**

- ✓ **Impossibilité d'une éducation égale.**

De toute évidence, la famille est un puissant générateur et renforçateur d'inégalités. Le fait que l'éducation puisse sérieusement affecter la vie future des gens, nous amène à nous demander comment elle pourrait être égalisée de manière à ce que chacun ait une chance équitable d'accéder à n'importe quel poste pour lequel il est qualifié.

L'éducation, en particulier, pourrait faire une grande différence dans les résultats de la vie, mais l'accès aux meilleures écoles et le niveau d'instruction peuvent également dépendre de l'éducation. Nous pourrions établir un monopole public de l'éducation pour garantir l'égalité dans la scolarisation, mais même au sein d'un tel système uniforme, certains enseignants seront plus inspirants que d'autres - en effet, cela semble faire plus de différence que ce qui est dépensé pour l'éducation - il y a donc encore aucune garantie d'égalité.

Et les valeurs familiales continueront de profiter à certains enfants à mesure qu'ils avancent à l'école et vers l'emploi.

Peut-être que la seule façon d'égaliser tout cela serait de placer les enfants dans des crèches publiques à la naissance, et en fait de minimiser tout contact humain. C'est bien sûr une idée absurde et injuste, mais qui met en évidence l'impossibilité essentielle d'égaliser les chances.

✓ **Ouvriers et employés.**

Et le droit des candidats à un emploi à une considération égale prévaut-il sur les choix des employeurs ? Supposons (pour prendre un cas juridique réel des années 1970) que quelqu'un fait de la publicité pour un cuisinier écossais. Peut-être aiment-ils les Écossais, ou les croient-ils économes et honnêtes, ou préfèrent-ils la nourriture écossaise, ou aiment écouter les accents écossais, ou l'une des centaines d'autres raisons. La loi doit-elle les empêcher de rejeter tous les candidats français ou italiens, qu'ils aiment peut-être moins et en qui ils ont moins confiance ? Leurs propres préférences, même irrationnelles, ne devraient-elles compter pour rien ?

L'inquiétude est que, sans ces garanties juridiques d'égalité des chances, les employeurs pourraient être en mesure de discriminer certains groupes (des groupes religieux ou ethniques peut-être, ou des immigrants), les laissant définitivement exclus et désavantagés. Mais les immigrants, pour

prendre cet exemple, peuvent surmonter ces préjugés et le font en acceptant simplement des salaires inférieurs et en obtenant un emploi – après quoi ils peuvent démontrer leur capacité et leur fiabilité, ce qui fait dissiper les préjugés à leur rencontre.

De toute évidence, les employeurs doivent pouvoir rejeter des candidats s'ils ne sont pas en mesure de faire le travail. Malheureusement, cela signifie que les travailleurs non qualifiés et ceux qui maîtrisent mal la lecture, le calcul et la langue seront plus souvent exclus des candidatures ; et les groupes minoritaires peuvent avoir plus de difficultés à trouver un emploi et à postuler. Mais ces groupes ont tous tendance à être plus pauvres, et l'égalité des chances peut faire peu pour améliorer leurs perspectives.

✓ **Quelles qualifications qui comptent ?**

Qui décide de ce que l'on entend par « capacité à faire le travail » ? Des condamnations pénales antérieures justifieraient-elles le rejet d'un candidat, ou seulement les condamnations qui semblent pertinentes (comme les condamnations pour fraude dans le cas de personnes postulant à des emplois bancaires) ? Quelle devait être la gravité de l'infraction pour exclure quelqu'un ? Et comment devrions-nous traiter les candidats qui ont les compétences techniques pour faire le travail, mais montrent peu de motivation, d'engagement ou d'enthousiasme pour le travail ? Doivent-ils encore être inclus dans une politique d'égalité des chances ?

De tels jugements sont intrinsèquement subjectifs et il vaut peut-être mieux les laisser aux employeurs – même s'il peut parfois être difficile de savoir si un candidat est rejeté pour cause d'incapacité ou de discrimination.

- **Faut-il s'inquiéter de l'héritage ?**

Différentes familles donnent à leurs enfants des départs différents à bien des égards, même si, encore une fois, la politique se concentre sur les personnes manipulables, le revenu et la richesse. Mais l'héritage de richesse est-il important, et si oui, comment peut-on le compenser ?

✓ **Taille du facteur.**

L'héritage de la richesse peut être un avantage, mais l'héritage en général ne représente qu'une proportion modeste de la richesse personnelle. Même alors, l'héritage peut ne pas augmenter beaucoup l'inégalité, car cela dépend des actions de ceux qui héritent. Comme nous l'avons vu, la richesse familiale se dissipe rapidement ; et ceux qui héritent d'une entreprise familiale peuvent ne pas bien la gérer ; et ceux qui héritent d'actifs financiers peuvent investir l'argent de manière imprudente.

Quoi qu'il en soit, la plupart des succès financiers ne proviennent pas de l'héritage, mais des choix, de la motivation et de l'application des personnes. Les deux tiers des personnes les plus riches du monde ont bâti leur propre fortune, et non en ont hérité. En 2021, la solution de Ramsey a rapporté que dans une enquête auprès de 10 000 millionnaires américains, seul

un cinquième d'entre eux avaient reçu un héritage, et seulement 3% avaient hérité d'un million de dollars ou plus.

✓ **La chance est-elle injuste ?**

Dans tous les cas, pourquoi devrions-nous pénaliser les gens simplement parce qu'ils sont nés de parents qui les aident, financièrement ou autrement ? Ils n'ont rien fait de mal, alors pourquoi pénaliser leur chance ? La plus grande partie de la vie est une question de chance – être au bon endroit au bon moment, rencontrer des amis utiles, prendre des risques qui rapportent, par exemple. Et de mauvaises choses arrivent aussi aux gens - par exemple, leur travail peut être victime de l'évolution de la technologie. Mais rien de tout cela n'est *injuste*, quelque chose qui doit être pénalisé ou compensé. C'est juste un hasard.

Comme un prix de loterie, l'héritage est une question de chance. Nous acceptons que les gens aient droit à leur prix de loterie, alors pourquoi pas leur héritage ?

L'argent que les testateurs donnent à leurs héritiers ne leur revient pas seulement par chance, bien sûr. En général, ils l'ont gagné en épargnant et en investissant. La plupart des héritages, cependant, ne proviennent pas des vastes propriétés des super-riches, mais proviennent en petites quantités de familles ordinaires. Cela donne à leurs héritiers une certaine sécurité et réduit leur dépendance à l'égard de l'État, c'est-à-dire des contribuables.

✓ **La domination des règles.**

Les règles sur l'héritage peuvent faire une grande différence dans les résultats. Par exemple, la tradition britannique de la primogéniture a contribué à préserver de vastes propriétés à

la campagne. Il peut y avoir de bonnes justifications à cette tradition : la tradition du partage des terres entre les enfants survivants, en revanche, crée des fermes inévitablement petites. Si nous voulions rendre les résultats plus égaux, nous ferions peut-être mieux de réformer les règles relatives à l'héritage, plutôt que d'essayer de redistribuer après coup.

Les droits de succession nuisent à l'économie. Il encourage les détenteurs de richesse à dépenser plutôt qu'à épargner et à investir, diminuant le capital productif de la nation et donc sa productivité et sa croissance. Et cela les encourage à détenir leur richesse dans des actifs qui pourraient échapper au pire de l'impôt, plutôt que dans des actifs plus productifs.

✓ **La hausse d'égalité des chances.**

Bien que la richesse puisse être corrélée à la chance des antécédents familiaux ou à une bonne scolarité, elle ne lui est pas entièrement *due*. Les revenus de Rockstar dépendent plus du talent naturel que de l'éducation ou de la famille. Le fait que des personnes talentueuses issues de milieux modestes deviennent des rockstars et des avocats, des médecins, des PDG et des premiers ministres suggère que les opportunités sont déjà assez égales, et le deviennent probablement davantage.

13. Politiques de redistribution

Il y a encore moins d'accord sur les politiques pratiques qui pourraient le mieux promouvoir une plus grande égalité économique qu'il n'y en a sur la théorie de celle-ci. Les options possibles vont de la fiscalité progressive aux impôts sur la fortune, en passant par l'augmentation du bien-être, les salaires minimums, les impôts sur le revenu négatifs et l'action positive pour promouvoir les groupes défavorisés. Mais il existe une autre sorte de stratégie moins mentionnée : la promotion de la croissance économique.

- **Fiscalité progressive**

L'imposition progressive des taxes est l'idée que ceux qui ont des revenus plus élevés devraient payer un pourcentage plus élevé de leur revenu en impôt que ceux qui ont des revenus plus faibles. C'est la contradiction habituelle – un traitement inégal au nom de l'égalité. Mais ses partisans le justifient par *une utilité marginale décroissante*. En termes simples, les personnes qui ont plus de quelque chose ont tendance à en retirer moins de valeur et de plaisir. Avoir une bouteille d'eau à portée de main par une chaude journée peut être une aubaine ; une seconde, bienvenue; mais il y a peu d'avantages à en avoir 50 autres.

La même chose est vraie du revenu, court l'argument. Pour un faible revenu, une seule livre, un dollar ou un euro est vital ; pour un revenu moyen, important ; mais pour un revenu élevé, une question de peu d'inquiétude. Il est donc juste de prendre une proportion plus élevée du salaire des hauts revenus, car ils ressentiront moins la perte. Ces revenus supplémentaires nous permettront de soutenir les bas salaires et donc d'égaliser les revenus plus vigoureusement.

Et dans le processus, l'utilité totale dont jouit la communauté sera augmentée, parce que l'argent est pris à ceux qui l'apprécient moins et donné à ceux qui l'apprécient davantage.

✓ **Le problème de subjectivité.**

Tout cela est bien sûr subjectif. L'utilité ou le plaisir que n'importe qui retire d'une livre ou d'un dollar ou d'un euro est dans son propre esprit. Nous ne pouvons pas le mesurer, pas plus que nous ne pouvons mesurer le plaisir ou la douleur, le bonheur ou le chagrin, l'anxiété ou le calme des gens. Et (comme toutes ces autres émotions), nous ne pouvons certainement pas l'égaliser entre une personne et une autre. Nous ne pouvons donc pas être sûrs que prendre de l'argent à certaines personnes et le donner à d'autres augmentera la valeur totale dont bénéficie la société.

Les individus sont divers et n'apprécient pas tous le revenu uniquement pour ce qu'il achète. De nombreuses personnes peuvent considérer le revenu comme une marque de réussite, d'acceptation, de réussite et de statut. D'autres voudront peut-être subvenir aux besoins de leurs héritiers. Certains peuvent être désireux d'épargner et de démarrer une entreprise. Pourtant, d'autres pourraient vouloir donner tout ce qu'ils peuvent à des causes philanthropiques. Ces personnes à haut revenu peuvent donc ressentir la perte de revenu presque aussi fortement que les personnes à faible revenu.

✓ **Les limites à la politique majoritaire.**

Même si nous pensions que des impôts progressifs augmenteraient la valeur totale de la société, une majorité politique a-t-elle vraiment le droit d'imposer une telle redistribution à la minorité (qui gagne le plus) ? Ce serait traiter le revenu comme une ressource fixe, en pensant que si

certaines ont de la richesse, il y en a moins pour tous les autres. C'est faux : la valeur n'est pas fixe mais est *créée*, par l'innovation, l'investissement et la productivité. C'est pourquoi les populations des pays libres et développés sont cent fois mieux loties qu'elles ne l'étaient en 1800. La grande majorité des hauts salariés le sont devenus parce qu'ils apportent de la valeur à des milliers ou des millions d'autres et améliorent leur vie. Et comme nous l'avons vu, ils sont déjà fortement taxés.

Nous ne pouvons pas séparer les résultats du processus qui les crée. Les impôts progressifs découragent inévitablement l'esprit d'entreprise et l'investissement, et freinent donc le progrès et la croissance économique. Cela nous laisse avec la perspective d'une société devenant plus égalitaire, mais en pire.

- **Impôts sur la fortune**

Une autre stratégie de péréquation possible consiste à prélever un impôt annuel sur le patrimoine des riches. Oxfam, par exemple, propose un impôt de 0,5 % sur la fortune, ce qui semble relativement modeste ; mais à une époque de faibles taux d'intérêt, où les investissements peuvent rapporter aussi peu que 1 % en termes réels, cela équivaut à une taxe de 50 % sur les rendements des investissements. Une poussée d'inflation réduirait ces rendements (augmentant encore plus le taux d'imposition effectif) ou même les rendrait négatifs (auquel cas nous taxerions les gens sur la *diminution de leur* richesse).

De telles taxes modifieraient clairement le comportement des gens. Ils pourraient simplement dépenser leur richesse, privant l'économie des investissements nécessaires à la croissance.

Ils pourraient essayer d'éviter l'impôt en transférant leur argent à l'étranger ou dans des investissements non imposés mais moins productifs, ce qui saperait à nouveau la croissance économique. Ou, puisque la richesse est difficile à mesurer, ils pourraient simplement mentir et sous-évaluer les actifs qu'ils détiennent. La suggestion de Thomas Piketty d'un impôt sur la fortune de 80 % ou plus aurait des résultats encore plus spectaculairement contre-productifs.

✓ **La valeur variable des actifs**

Le problème de la mesure de la richesse est également grave d'une autre manière. La richesse d'une personne est le prix du marché des actifs qu'elle possède, moins ses dettes. Mais les prix du marché montent et descendent – souvent considérablement. La richesse d'un milliardaire peut provenir d'une entreprise qui a développé un produit très réussi. Mais à tout moment, des changements dans la technologie, la mode ou la disponibilité des ressources pourraient couler cette entreprise et laisser son propriétaire en faillite. Le montant de l'impôt à payer dépendrait du jour où l'imposition a été faite. Pour prendre le cas extrême, si c'était la veille d'un krach boursier, on taxerait des gens qui ne sont plus riches, ce qui semble arbitraire et injuste.

✓ **Les limites aux revenus.**

Les gens surestiment également ce que les impôts sur la fortune peuvent réaliser. Booth et South Wood (2017) calculent que si vous preniez la totalité de la richesse des personnes les plus riches du monde et que vous la répartissiez équitablement tout au long de la vie de la population mondiale, vous seriez en mesure de donner à chacun une augmentation

de salaire de seulement 1,35 USD par an. Et vous détruiriez toutes les incitations.

La taxe d'Oxfam pourrait rapporter environ 200 milliards de dollars, une infime fraction des 22 000 milliards de dollars que les gouvernements mondiaux dépensent, dont une grande partie en aide sociale, retraites et autres avantages d'égalisation. Certes, 200 milliards de dollars consacrés à l'élargissement des opportunités offertes aux plus pauvres du monde pourraient faire beaucoup de bien ; mais les gouvernements ont leurs propres problèmes nationaux (et les politiciens leurs propres projets favoris) sur lesquels se concentrer, de sorte que les chances que cela se produise sont extrêmement faibles.

✓ **La richesse côtière.**

Un thème commun du discours sur l'égalité est que les riches échappent à l'impôt en garant leur richesse à l'étranger dans des juridictions à faible taux d'imposition (dénigrées comme des « paradis fiscaux »), refusant ainsi de l'argent aux écoles, à l'aide sociale et à d'autres services publics. Mais en fait, cette richesse n'est pas simplement « garée » – elle va dans des centres financiers dédiés qui la consolident, la gèrent et la dirigent vers les utilisations les plus productives possibles. Ce capital est donc investi de manière beaucoup plus productive que s'il était destiné à la fiscalité des gouvernements, qui en consomment la majeure partie sur les dépenses courantes, laissant moins à investir dans l'avenir productif du pays et aggravant ainsi la situation des personnes à tous les niveaux de revenu.

La possibilité que des personnes déplacent leur argent – ou eux-mêmes – vers des juridictions à faible taux d'imposition

suggère que pour être efficace, un impôt sur la fortune devrait être mondial. Ce serait très difficile à réaliser.

De nombreuses juridictions à faible taux d'imposition sont de petites nations, parfois insulaires, qui n'ont rien d'autre pour les soutenir que la gestion du capital. Et même les plus grands pays pourraient contrecarrer un accord international s'ils pensaient qu'ils pourraient tirer profit d'une baisse des impôts ou même d'une application plus souple. Plus la taxe est élevée, plus les gens s'efforceront de trouver des moyens d'y échapper. Alors peut-être qu'un impôt sur la fortune, en particulier à l'échelle préconisée par Piketty, est tout simplement irréalisable et inutile de débattre.

✓ **Le salaire minimum**

Les lois interdisant aux employeurs de payer les personnes en dessous d'un certain taux horaire sont considérées comme un moyen d'augmenter les revenus des travailleurs les plus pauvres, sans augmenter les impôts. On fait valoir que cela augmentera la motivation de ces travailleurs, stimulera l'investissement dans la productivité et augmentera l'incitation à abandonner les prestations sociales et à travailler.

Mais le salaire minimum n'aide pas les plus pauvres. Les plus pauvres ne travaillent pas du tout et (disent les critiques) sont exclus du travail par la politique du salaire minimum. À moins que les travailleurs ne génèrent plus de valeur pour une entreprise que tous les coûts liés à leur emploi (salaires, impôts, retraites, temps de gestion, etc.), ils ne seront pas embauchés. Les salaires minima voient donc les emplois de moindre valeur disparaître ou être effectués par des robots plutôt que par des personnes.

Cela rend plus difficile l'obtention d'un emploi pour ceux que nous voulons le plus aider mais qui ont moins de valeur pour une entreprise, comme les jeunes inexpérimentés, les travailleurs non qualifiés ou les immigrants maîtrisant mal la langue.

En effet, le fait qu'il existe généralement un taux de salaire minimum inférieur pour les jeunes semble un aveu qu'ils seraient autrement hors de prix. Bien qu'il y ait des preuves qu'ils le sont en fait : la perte d'"emplois de départ" (huissiers de cinéma, empileurs de sacs de supermarché, pompistes de station-service, etc.) pourrait empêcher certains jeunes d'accéder à l'échelle des emplois, et tributaire des prestations sociales.

Les partisans du salaire minimum soutiennent que ces pertes d'emplois surviennent pour différentes raisons telles que le changement technologique, et qu'il n'y a aucune preuve claire que le salaire minimum affecte réellement l'emploi. Mais même si c'était vrai, le salaire minimum atteint-il vraiment son objectif ? Dans de nombreux pays où le salaire minimum est appliqué, la majorité des salariés au salaire minimum ne sont même pas issus de ménages pauvres : ce sont des étudiants vivant avec leurs parents, des retraités désireux de rester actifs ou des partenaires de hauts revenus qui apprécient la camaraderie du lieu de travail. Si nous voulions vraiment aider les pauvres, nous ferions beaucoup mieux avec un crédit d'impôt sur le revenu du travail ou un système d'impôt sur le revenu négatif, qui permettrait aux employeurs de payer les salaires que le travail justifie, mais qui compenseraient le salaire des véritables plus pauvres au niveau acceptable.

- **Différentes normes pour différents groupes**

Une autre façon d'aider les personnes les plus pauvres, au-delà de la simple interdiction de la discrimination, est de compenser les groupes sous-représentés dans les nominations avantageuses en appliquant des normes différentes.

Cela pourrait inclure des systèmes de quotas, où une certaine proportion de places dans une école, ou des emplois dans une entreprise, une université ou un département gouvernemental, doit aller à des personnes d'un sexe, d'une race ou d'une religion particulière.

Un problème avec cette politique est qu'elle se concentre sur des groupes, pas sur des individus. Stimuler les perspectives d'un groupe particulier peut aider ses membres aisés aussi bien que ses membres pauvres, ce qui n'est pas l'intention. Vient ensuite la question de savoir *quels* groupes méritent un traitement spécial, qui devrait en décider et pour quels motifs. Il ne semble pas y avoir de réponse objective.

- ✓ **Le traitement incohérent.**

Offrir des opportunités à certains groupes, aussi méritants soient-ils, impose des coûts à la société. Si les employeurs sont obligés de remplir leurs quotas à partir de groupes choisis, même s'ils sont bien qualifiés, les normes professionnelles peuvent chuter. De plus, les personnes qui ne font pas partie de ces groupes, mais qui individuellement peuvent être tout aussi méritantes, se voient refuser les mêmes opportunités. Et nous risquons de charger des valeurs non pertinentes sur ce qui devrait être des choix techniques : pour que nos projets

d'ingénierie soient sûrs, par exemple, nous avons besoin de professeurs d'ingénierie compétents et non nommés au nom de la justice sociale.

✓ **Les problèmes de sélection.**

Un autre problème est que les demandeurs d'emploi ne reflètent pas nécessairement la population. Peu de femmes postulent pour devenir officiers de l'armée et peu d'hommes choisissent de travailler dans l'aide sociale.

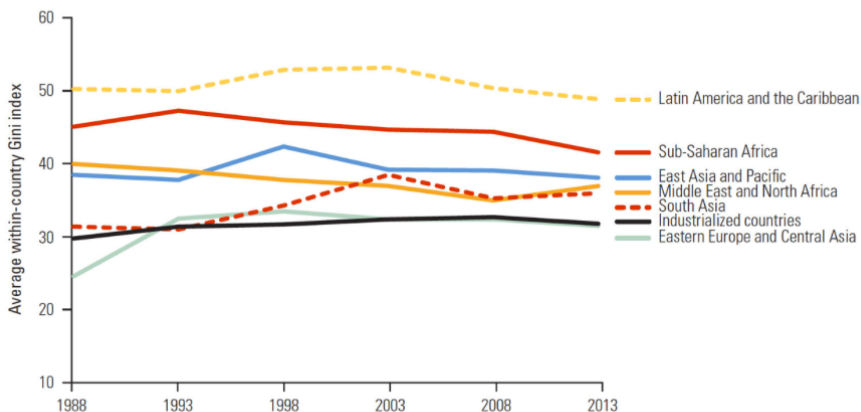
Les employeurs sont confrontés au problème qu'il peut tout simplement y avoir un nombre insuffisant de candidats des groupes spécifiés pour occuper leurs postes, ce qui entraîne une baisse encore plus importante des normes. Et lorsque des candidats qualifiés de ces groupes sont nommés, ils peuvent être sceptiques quant à savoir s'ils ont vraiment été choisis pour leur capacité ou simplement pour remplir un quota.

• **Croissance économique**

Les données de la Banque mondiale suggèrent que le meilleur antidote à l'inégalité n'est pas la redistribution, mais une économie florissante. Les pays riches industrialisés d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Océanie, avec environ trois fois la moyenne mondiale du PIB par habitant, sont les plus égaux sur les mesures de Gini standard. Ils sont plus égaux que les pays généralement plus pauvres d'Asie du Sud, d'Asie de l'Est, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Et ils sont bien plus égaux que l'Afrique subsaharienne, avec un PIB par habitant d'environ un cinquième de la moyenne mondiale. (L'Amérique latine, bien qu'elle ne soit qu'environ 20 % en dessous de la moyenne mondiale du PIB par habitant, est beaucoup moins égale que n'importe quelle autre, mais cela peut être dû en partie à des particularités régionales telles que

les grandes inégalités historiques entre les populations d'origine européenne et locale.)

Trends in the average economic inequality within countries, by world region – 1988-2013



Source: The World Bank (2016) – Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality, Reformatted for OurWorldInData.org
Original data source: World Bank calculations based on data in Milanovic 2014; PovcalNet (online analysis tool).

Une économie prospère élargit les opportunités offertes aux plus pauvres plus que la plupart. Les riches d'une économie riche pourraient devenir en mesure de s'offrir de plus grands super yachts, mais les pauvres deviendraient en mesure de s'offrir un meilleur logement, des transports, des communications, de la nourriture et des vêtements, et profiteraient d'un travail moins pénible et de plus de loisirs.

Dans la mesure où la perspective de gagner des revenus élevés dans une économie dynamique incite les gens à investir, à innover et à produire plus, toute la communauté en bénéficie grâce à l'accès à des produits moins chers, meilleurs et plus abondants. Mais si la redistribution déprime l'activité économique, la communauté est moins bien lotie – y compris

les plus pauvres, qui peuvent finir par être encore plus mal lotis qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Nous ne pouvons pas mesurer avec précision comment l'égalisation des revenus affecte la croissance économique, ni dans quelle mesure la croissance économique favorise l'égalité. Certes, une société libre est susceptible d'être une société économiquement inégale. Mais les sociétés libres ont aussi tendance à être des sociétés prospères et démocratiques, qui peuvent – et le font – se permettre des mesures de protection sociale pour soutenir les plus pauvres, les élevant souvent bien au-dessus des revenus moyens des sociétés pauvres. Par exemple, le revenu moyen du *cinquième inférieur* de la population américaine, que le Bureau du budget du Congrès évalue à 22 500 dollars par an avant même l'augmentation de 68 % qu'ils obtiennent grâce aux transferts gouvernementaux, est six fois plus élevé que le revenu moyen de *tout le monde* dans l'Algérie (socialiste) et plus de trente-cinq fois la moyenne de Cuba (communiste).

Grâce aux dernières décennies de libéralisation et de commerce, le monde s'enrichit, et donc la pire des pauvretés se raréfie. Et notre objectif principal dans toute cette discussion sur l'égalité n'est-il pas d'améliorer le sort des plus pauvres ?

14. Démocratie et égalité

Les politiques publiques doivent avoir plus que de bonnes intentions : elles doivent produire de bons résultats. Mais les politiques de redistribution font souvent le contraire. La plupart des dépenses ne vont pas aux plus pauvres, les services de l'État ne reflètent pas les divers besoins et plus le programme de redistribution est important, plus la vie se politise.

- **Politique de coalition**

Les partisans de la redistribution sont convaincus que la démocratie peut jouer en faveur des plus pauvres : étant plus nombreux que les riches, ils ont, s'ils choisissent de l'exercer, le poids politique pour assurer la redistribution.

Mais ce n'est qu'une simple présomption : d'autres coalitions d'intérêt pourraient réunir la majorité électorale dont elles ont besoin pour dicter les événements. Par exemple, les hauts revenus pourraient former une alliance avec les plus pauvres, acceptant de payer suffisamment de transferts fiscaux pour éliminer leur pauvreté - et dans le processus se laisser mieux qu'ils ne le sont dans le système actuel, qui oriente tant de dépenses publiques vers les moyens bénéficiaires de classe.

Mais la coalition qui l'emportera finalement sera peut-être encore moins charitable. En fait, ce sont les groupes à revenus moyens et légèrement plus aisés qui dominent le processus

électoral, pas les très pauvres. Il y en a tout simplement plus. La répartition des revenus est en forme de cloche, avec un faible nombre de salariés en haut et en bas, et un grand nombre au milieu. Même parmi la moitié la moins payée de la population, ce groupe dominera.

✓ **La domination bourgeoise de la politique.**

Les groupes à revenus moyens et légèrement aisés dominent le processus électoral. Ils sont plus nombreux, paient l'essentiel des impôts et, sans surprise, ils en récupèrent la majeure partie sous forme d'avantages publics universels tels que (selon les pays) les retraites, l'éducation gratuite et le logement subventionné, les soins de santé et les transports, le tout conçu autour de leur Besoins.

Ces avantages et services peuvent être vendus au public comme des moyens d'aider les pauvres, mais la classe moyenne en bénéficie également (et en bénéficie souvent le plus : par exemple, les enfants des familles aisées sont plus susceptibles de fréquenter les universités d'État que ceux des familles pauvres). Voter pour étendre les avantages et les services de l'État pourrait donner à la classe moyenne le sentiment d'être charitable - mais sans coût réel pour elle-même.

Les pauvres seraient beaucoup mieux lotis si les budgets gouvernementaux étaient simplement répartis également entre eux. Pourtant, une grande partie des dépenses publiques va actuellement à des groupes plus aisés tels que les agriculteurs, les étudiants, les personnes âgées, les artistes et les intellectuels. En cours de route, une part importante du budget va aux groupes d'intérêt qui promeuvent ces programmes, au personnel et aux administrateurs qui y travaillent, et aux fonctionnaires qui les conçoivent et les mettent en œuvre. Tout cela favorise l'autoperpétuation du

bien-être de la classe moyenne, puisque ces groupes (pour la plupart plus aisés) ont un intérêt partagé et cohérent à préserver le système. Les pauvres constituent un groupe d'intérêts beaucoup moins cohésif et donc beaucoup moins influent sur les politiques.

✓ **La politique contre la pauvreté.**

D'où la persistance de la pauvreté, malgré la montée et l'expansion de l'État-providence dans les démocraties libérales. Les résultats reposent davantage sur les pressions politiques et les coalitions de l'époque que sur toute stratégie rationnelle visant à réduire la pauvreté ou à promouvoir l'égalité. C'est quelque chose que les universitaires ignorent trop souvent, en supposant que le système politique est démocratique et équitable : en fait, il est largement dirigé par des groupes d'intérêts. Loin de réduire les inégalités, les réalités du pouvoir politique – en particulier la domination politique de la classe moyenne – signifient que le système politique *crée des inégalités*.

• **Limites à la redistribution**

Dans la pratique, il y a des limites au degré de redistribution qui peut être obtenu en taxant les hauts revenus. La richesse d'un milliardaire permettrait à la plupart des gouvernements de fonctionner pendant quelques jours, pas des années. Non pas qu'il puisse être capturé de toute façon : la majeure partie de la richesse des milliardaires se trouve dans leurs entreprises ou leurs parts dans des entreprises ; il ne pourrait pas être facilement liquidé par les gouvernements, et la valeur de ces entreprises chuterait s'ils essayaient.

En outre, les taux d'imposition progressifs élevés incitent les hauts revenus à embaucher des conseillers coûteux pour protéger leur argent de la confiscation. Les personnes riches déplacent leur richesse, et en fait elles-mêmes, vers des juridictions à faible fiscalité plutôt que de la perdre à cause d'impôts élevés.

Plus les gens ne peuvent facilement migrer ou déplacer leur argent, moins l'impôt qui peut être extrait d'eux est important. Si les personnes les plus riches déménagent - comme elles l'ont fait du Royaume-Uni dans les années 1970, lorsque le taux maximal d'impôt sur le revenu était de 83 %, avec une surtaxe de 15 % sur les revenus des investissements - cela pourrait rendre les choses *plus* équitables, mais la perte de capital humain, physique et financier est une catastrophe pour le pays.

Ce point encourage à nouveau la tromperie politique et l'inégalité de traitement : les politiciens peuvent fixer des taux d'imposition incroyablement élevés sur les hauts revenus, mais le fardeau est rendu supportable par diverses déductions et exonérations. Cela, à son tour, crée le ressentiment du public face à l'injustice qui en résulte. Un taux inférieur pour tout le monde, avec peu ou pas d'échappatoires (le concept d'"impôt forfaitaire"), pourrait générer plus de revenus avec moins d'évitement, d'évasion et de plaintes.

✓ **Dans quelle mesure la redistribution forcée est-elle juste ?**

À quel point est-il juste de « presser les riches » de toute façon, alors que la plupart ont gagné leur revenu équitablement, payé des impôts dessus et pris des décisions judicieuses sur la façon de l'investir ?

Certes, il y a des gens qui héritent de la richesse et d'autres qui gagnent de l'argent grâce à leur copinage avec les politiciens, en utilisant le système politique pour étouffer la concurrence ou en faisant en sorte que des amis politiques dirigent les

contrats gouvernementaux à leur guise. Mais c'est l'expansion du gouvernement qui augmente les opportunités d'un tel clientélisme : s'il y a des monopoles, des renflouements, des subventions, des prêts et des contrats à obtenir, il n'est pas surprenant que certaines personnes les poursuivent comme elles le peuvent. Le clientélisme est un autre exemple d'inégalité *créée* par le système politique.

✓ **L'industrie financière.**

L'industrie financière est souvent décrite comme une opportunité pour les riches de s'enrichir de manière obscène, et les militants ont lié l'expansion du secteur financier ces dernières années à la montée des inégalités. Mais l'industrie financière est une industrie hautement productive, qui s'ajoute à la productivité mondiale. Toutes les entreprises ont besoin de financement pour leurs opérations et leurs échanges, de prêts pour les investissements, d'assurance, de change, de couverture des risques et bien plus encore. À mesure que le commerce international a augmenté la taille de nombreuses entreprises et diversifié les lieux et les marchés sur lesquels elles opèrent, ces services financiers sont devenus encore plus importants. Les fournir demande compétence, jugement et prudence face au risque.

Les gouvernements devraient faciliter tout cela en maintenant une concurrence vive – bien qu'en pratique, les traitements fiscaux favorables et les politiques et renflouements « trop gros pour faire faillite » ne servent qu'à soutenir les opérateurs historiques et à réduire cette concurrence.

✓ **L'échec politique des riches.**

C'est une conception courante que « les riches » utilisent leur pouvoir financier pour exploiter et tordre le processus de prise

de décision politique en leur faveur. Mais beaucoup d'autres groupes d'intérêts et coalitions de groupes d'intérêts réussissent beaucoup mieux dans ce domaine.

Les intérêts des « riches » - du moins, ceux qui sont devenus riches grâce à une entreprise commerciale prospère plutôt que par le copinage politique - seraient *moins* gouvernementaux et *moins d'impôts*, mais les données historiques n'indiquent pas que c'est ainsi que les choses se passent. Le récit de l'égalité suggère que «les riches» ont obtenu leur propre avantage en promouvant des politiciens, tels que Ronald Reagan et Margaret Thatcher, qui ont soutenu les idées d'un «État plus petit». Mais le petit État ne s'est jamais matérialisé. Les gouvernements ont continué à se développer, tandis que les impôts ont augmenté, les hauts revenus payant une part disproportionnée.

Certes, certaines personnes se plaignent que les riches profitent parce qu'ils peuvent prendre leurs revenus sous forme de gains en capital, qui sont généralement imposés à des taux inférieurs à ceux des revenus. Mais relativement peu de gens peuvent le faire, et les gains en capital sont imposés à des taux inférieurs précisément parce que les investissements derrière eux ont été réalisés à partir de revenus déjà imposés. Compte tenu de cela, le taux réel des impôts sur les gains en capital est généralement beaucoup plus élevé que les taux d'imposition sur le revenu.

✓ **Aucune cohérence politique.**

Parler des « riches » les dépeint comme une classe économique homogène avec des intérêts similaires. En fait, ce sont des

individus divers avec diverses sources de revenus et de richesse, provenant de différentes entreprises ou professions, ou de leurs talents particuliers dans le sport, la culture ou les arts. Ils ont des valeurs, des motivations, des engagements, des obligations et même des affiliations politiques différents.

Ils sont beaucoup moins une force politique cohérente que les classes moyennes, qui ont été en mesure de façonner les programmes gouvernementaux à leur propre avantage. Malheureusement, nous ne pouvons pas compter sur la politique pour réduire les inégalités alors que la politique en est en grande partie responsable.

- **Qui égalisera les égaliseurs ?**

Les partisans d'une plus grande égalité estiment généralement qu'elle doit être imposée par la loi : la philanthropie seule ne suffit pas. Mais alors, plutôt que de se concentrer sur la manière d'étendre les mesures *volontaires* susceptibles d'améliorer l'égalité, le talent et l'énergie se concentrent plutôt sur l'utilisation de l'autorité politique pour y parvenir. Pour les libéraux, c'est troublant, car la politique est une question de pouvoir, et le pouvoir peut être une chose dangereuse.

La tâche peut sembler assez modeste, quelques mesures législatives supplémentaires telles que la réglementation des salaires et les impôts sur la fortune, plutôt qu'un remplacement révolutionnaire du système d'économie mixte. Néanmoins, le pouvoir est nécessaire pour créer et appliquer ces mesures, et la discrétion est nécessaire pour déterminer lesquelles s'appliquent, à quel niveau, à qui. *Quelqu'un* doit prendre et appliquer ces décisions, donc dans la volonté de rendre les gens égaux en termes de revenus, nous nous retrouvons à rendre une élite *inéga*le en termes de pouvoir politique.

C'est une préoccupation. Les élites politiques ont des pouvoirs auxquels même les individus les plus riches ne peuvent prétendre - comme le pouvoir de faire des lois et d'imposer des amendes et des emprisonnements s'ils ne les respectent pas. Le problème clé dans la prise de décision politique n'est pas de savoir comment choisir nos politiciens et nos administrateurs, mais comment les restreindre. Le processus politique est une façon notoirement désordonnée et irrationnelle de décider des choses. Et il est particulièrement facile pour les autorités d'abuser du pouvoir - même involontairement - dans une tâche aussi simple que de retirer de l'argent à certaines personnes et de le donner à d'autres.

1 5. Obstacles à l'égalité

Si nous voulons utiliser le pouvoir de l'État pour réduire les inégalités, nous devons d'abord nous concentrer sur les institutions qui préservent l'égalité et les obstacles que les gouvernements eux-mêmes créent parfois.

- **Égalité juridique et civile**

La première étape dans la création d'une société juste est l'égalité devant la loi. Cela ne veut pas dire traiter tous les délinquants de la même façon, mais traiter des cas similaires de la même façon. Cela ne signifie pas seulement que les gens sont soumis aux mêmes lois, car les lois peuvent être injustes. Cela signifie plutôt les mêmes lois impartiales administrées de manière égale et juste - avec un accès égal, l'impartialité judiciaire et le respect de la légalité. Il peut y avoir quelques exceptions - par exemple, la loi peut accorder à la police le pouvoir de recourir à la force pour appréhender des suspects ; mais de telles exceptions nécessitent une justification substantielle, pertinente, rationnelle et raisonnable.

Il en va de même pour l'égalité civile ou politique. L'égalité civile implique l'égalité du droit de vote et d'éligibilité. Mais au-delà de cela, un système politique juste suppose également la liberté d'expression et le droit de participer au débat, ainsi que des restrictions sur des tactiques telles que la domination

politique des médias, la fausse arrestation de candidats de l'opposition, l'interdiction de partis politiques ou l'intimidation de candidats. Plus l'appareil d'État et le pouvoir d'État sont grands, plus ces contraintes sont nécessaires.

- **Égalité et mobilité**

Les partisans d'une plus grande égalité soutiennent que la mobilité sociale a diminué. Ils y voient un symptôme d'inégalité et demandent au gouvernement d'agir pour y remédier.

- ✓ **Problèmes statistiques.**

La mobilité est la capacité de passer d'un poste à un autre par le mérite et est généralement considérée comme la facilité avec laquelle les gens peuvent passer d'un début moins favorisé à un poste plus avantage plus tard, sans que des barrières discriminatoires non pertinentes les en empêchent. Les statistiques de mobilité, cependant, ne mesurent pas la *capacité* à s'élever sans entrave, mais seulement combien s'élèvent, avec ou sans entraves. Les statistiques sur la mobilité sont peut-être le meilleur indicateur que nous ayons de l'égalité des chances, mais la mobilité et les opportunités ne sont pas la même chose. Les statistiques regroupent ceux qui montent parce qu'ils ont de l'ambition, une éthique de travail et de la détermination avec ceux qui *pourraient* monter mais manquent de toutes ces motivations nécessaires. En tant que tels, ils sous-estiment la prévalence de la mobilité parmi ceux qui la recherchent.

- ✓ **Mobilité et inégalités.**

Malgré cela, les statistiques ne suggèrent pas que les inégalités réduisent la mobilité. L'inégalité était très élevée à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, et pourtant c'était une époque d'énorme mobilité, illustrée par les rangs-to-riches Andrew Carnegie et Henry Ford. Au contraire, le facteur clé était une concurrence et des échanges plus ouverts. Dans les économies à croissance rapide, la mobilité est élevée, car les personnes ambitieuses saisissent les opportunités.

La mobilité augmente également parce que, si les employeurs veulent rattraper la marée économique montante, ils ne peuvent pas se permettre de maintenir les barrières traditionnelles à la mobilité. L'expansion rapide de l'industrie informatique à Hyderabad après les réformes des années 1990 en Inde, par exemple, a vu les membres des castes sociales les plus basses accéder à des emplois bien rémunérés parce que l'industrie en plein essor valorisait leurs cerveaux et leurs capacités par rapport à leur classe sociale.

Les statistiques suggèrent que, malgré la montée des inégalités, la mobilité n'a pas diminué depuis les années 1970. Les États-Unis sont critiqués pour leur inégalité et pourtant ils sont très mobiles. Est-ce une si mauvaise chose d'un pays inégal est ouvert au succès de toute personne talentueuse ?

- **Obstacles à la mobilité**

Bien que beaucoup considèrent les gouvernements comme la force nécessaire pour améliorer la mobilité, la réalité est que les services publics, les taxes, les réglementations et les contrôles y font trop souvent obstacle. Les lois sur le salaire minimum sont un obstacle à l'obtention d'un premier emploi et à l'ascension de l'échelle des revenus. La licence professionnelle ferme les professions à ceux qui ne peuvent pas se permettre de longues périodes de formation coûteuse. Les réglementations, souvent promues au nom de la sécurité

publique, peuvent permettre aux entreprises établies d'empêcher les nouveaux arrivants gênants d'entrer. La législation d'urbanisme fait grimper les prix du logement, freinant les jeunes. Les impôts régressifs, les taxes à la consommation et les redevances d'utilisation frappent le plus durement les pauvres.

Les innovateurs sont eux aussi freinés par les interventions gouvernementales. La législation anti-monopole freine l'expansion des entreprises les plus prospères et arrête l'accumulation de capital productif. Les monopoles d'État dans l'enseignement collégial évincent des types d'apprentissage et de recherche divers et innovants. La bureaucratie ralentit le progrès en canalisant l'effort productif des petites entreprises innovantes vers le remplissage de formulaires et la coche de cases.

Les impôts et les avantages distributifs, quant à eux, privent certains individus de richesse productive tout en enfermant d'autres dans une pauvreté relative. La plupart des pauvres sont dus au fait que les gens ne travaillent pas; mais la conception des prestations sociales complique souvent leur accès au travail. Si nous cherchons à supprimer les obstacles à la mobilité économique, nous devrions certainement nous intéresser aux plafonds de verre et autres discriminations ; mais il ne faut pas oublier non plus les obstacles soulevés par l'action gouvernementale elle-même.

1 6. Le rôle des inégalités

- **Les gens veulent-ils l'égalité ?**

Le grand public est-il vraiment préoccupé par l'égalité des résultats et souhaite-t-il y parvenir ? Dans l'ensemble, il semble que non. Dans les sondages d'opinion, ils classent régulièrement d'autres choses telles que les soins de santé, la prospérité, la sécurité, la paix et la sécurité au-dessus de l'égalité. Ils ne se portent pas non plus volontiers volontaires pour des impôts plus élevés pour le promouvoir.

Rien n'indique que le public partage l'idéal des universitaires d'une société égalitaire, uniforme et non compétitive. Au contraire, il semble préférer une société diversifiée dans laquelle il peut aspirer à s'élever. L'énorme demande de jeux de hasard en témoigne peut-être - presque tous les pays du monde ont une loterie d'État. Les psychologues Christina Starman , Mark Sheskin et Paul Bloom (2017) ont découvert que les gens préfèrent une répartition inégale des revenus, tant qu'ils sentent que c'est juste - l'argent allant aux travailleurs acharnés, à ceux qui ont du talent et même aux heureux gagnants de la loterie.

Les gens ne savent même pas à quel point leur société est égale ou inégale : lorsque les expérimentateurs Oliver Hauser et

Michael Norton (2017) ont demandé aux sujets de choisir leur propre société parmi une série de représentations possibles – montrant, par exemple, quelques riches au sommet et un grand nombre en bas, ou beaucoup de riches et peu de pauvres, ou une grande classe moyenne et peu en haut et en bas - en général, ils ne le pouvaient pas, dans certains cas en se trompant complètement.

(En général, ils avaient tendance à sous-estimer l'inégalité mesurée dans leur société, ce qui a amené les universitaires soucieux d'égalité à déplorer leur ignorance. Mais puisque, comme nous l'avons vu, ces mesures ignorent ou sous-estiment un large éventail de facteurs égalisateurs, peut-être que le public comprend situation réelle relativement bien. Et d'où leur indifférence à ce sujet.)

- **Les sociétés égales et inégales**

Les défenseurs de l'égalité la considèrent comme si manifestement bénéfique que la charge de la preuve devrait incomber à quiconque la remet en question. Mais ce n'est pas évident. Toutes les sociétés du monde réel ont des inégalités, avec des hiérarchies de richesse, de revenu, de pouvoir et de statut social dans lesquelles les gens sont traités différemment. Même les sociétés socialistes ont encore des héritages, des bourses, des distinctions, des récompenses et même des datchas pour les artistes préférés. La chose inhabituelle, si jamais elle existait (ou survivait au-delà des premières ambitions révolutionnaires) serait une société égalitaire. La charge de la preuve incombe plus évidemment à ceux qui prônent une telle innovation.

- ✓ **La fonctionnalité de l'inégalité.**

Il peut bien y avoir de bonnes raisons pour lesquelles les sociétés ont tendance à être, et restent, inégales à bien des égards – et, en fait, à revenir à l'inégalité peu après leurs premières expériences de péréquation. Les inégalités et les distinctions semblent refléter quelque chose de fondamental dans la société. Les sociétés inégalitaires fonctionnent : elles existent depuis des millénaires, elles existent toujours et se retrouvent partout.

C'est un bilan plus convaincant que les éphémères expériences de péréquation de l'Union soviétique, de la Chine de Mao, du Kampuchéa de Pol Pot ou d'innombrables autres États socialistes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La question est de *savoir pourquoi* les sociétés inégalitaires fonctionnent. Il se peut que l'inégalité motive les gens à se former, à acquérir des compétences et à améliorer leur productivité, ou que la perspective d'une récompense entrepreneuriale encourage la prise de risques et l'innovation - toutes ces choses, à leur tour, stimulent le progrès et la prospérité. Ou peut-être y a-t-il quelque chose de plus profond : peut-être, comme le pensait Edmund Burke, il y a une « sagesse » dans les règles, les coutumes et les hiérarchies qui se sont construites et ont perduré à travers les siècles.

- **Richesse et statut**

La richesse elle-même pourrait avoir un rôle social utile, et pas seulement comme un moyen de constituer un capital productif. Par exemple, FA Hayek (1976) note que les personnes riches peuvent soutenir leurs croyances même lorsqu'il n'y a aucune perspective de retour matériel, comme dans le parrainage des arts, de l'éducation ou de la recherche, et la promotion de nouvelles idées. Ils peuvent même soutenir des campagnes

contre des gouvernements oppressifs qui menacent le public avec des lois injustes.

Les riches ont également un rôle social en tant que pionniers du produit. Habituellement, lorsqu'un produit innovant apparaît pour la première fois, seules les personnes les plus riches peuvent se le permettre. Ils pourraient même acheter de tels produits précisément pour faire étalage de leur richesse. Mais avant longtemps, tout le monde en profite - car ces pionniers du produit découvrent rapidement ce qui est bien et ce qui ne va pas avec le produit et les prix élevés qu'ils paient permettent au fabricant de l'améliorer et de le fabriquer en masse à moindre coût pour un marché plus large. Si des millions de personnes peuvent aujourd'hui s'offrir des smartphones, des téléviseurs grand écran, des réfrigérateurs ou des voyages en avion, c'est parce qu'il y a quelques années, quelques personnes fortunées ont essayé ces produits et les ont trouvés intéressants.

✓ **Le rôle des hiérarchies.**

Le statut social peut aussi avoir un rôle social précieux. Les hiérarchies, à commencer par la famille elle-même, impliquent des inégalités, mais elles contribuent à sécuriser nos liens sociaux. L'ancienneté, les honneurs ou l'appartenance à une profession respectée peuvent être un indicateur utile de qui nous devrions prendre au sérieux. Dans un monde de milliards de personnes bourdonnant de revendications différentes, ces distinctions aident à concentrer nos pouvoirs limités d'attention et d'analyse.

La métaphore du « partage du gâteau » nous fait naturellement imaginer que des parts égales sont la seule solution juste. Mais, même dans cette métaphore trompeuse, d'autres allocations peuvent être parfaitement rationnelles : qui veut le plus de tarte, par exemple, ou qui a le plus besoin de calories ?

L'hypothèse des parts égales suppose que la vie sociale et économique est une entreprise collective délibérée, même si ce n'est en réalité que ce qui émerge lorsque nous vivons et interagissons avec les autres. Et puisque les gens apportent une valeur différente aux autres membres de la société, dans des quantités différentes, et ont des besoins et des désirs différents, pourquoi le mérite, le besoin ou le désir ne seraient-ils pas des normes plus rationnelles et fonctionnelles que l'égalité ?

- **Faire grossir la tarte**

Encore une fois, la métaphore de la « tarte égale » ignore ce qui est le plus important dans le processus de création de richesse qu'il est *dynamique*. Chacun de nous vise à développer sa propre richesse, pas à la prendre aux autres - seuls les criminels le font. Et dans une économie ouverte et compétitive, la seule façon de développer votre propre richesse est de fournir aux autres des biens ou des services qu'ils apprécient, ce qui augmente également leur richesse. Même si différentes personnes se retrouvent avec des quantités différentes du « gâteau en expansion » de la richesse croissante, tout le monde se retrouve avec plus, y compris les plus pauvres. Et ceux qui ont plus peuvent se permettre de soutenir les plus pauvres grâce à la protection sociale, aux services publics et à la charité.

- ✓ **La productivité pour mettre fin à la pauvreté.**

Les partisans de la péréquation admettent que les pauvres ont particulièrement bien réussi au XIXe et au début du XXe siècle, une époque d'économies et de revenus en plein essor. Pourtant, il n'y avait alors aucune loi accordant un traitement spécial aux syndicats, pas de salaire minimum, une fiscalité et des dépenses publiques relativement faibles, et moins de beaucoup d'autres choses qui, selon eux, sont importantes

pour la péréquation. Au contraire, la hausse des revenus a été générée par des inventions qui ont augmenté la productivité, apportant au monde des vêtements bon marché, des produits manufacturés, des communications, des transports, de l'électricité, des installations sanitaires et bien d'autres choses encore.

La montée en flèche de la productivité a permis un raccourcissement progressif des heures de travail et une augmentation des loisirs, tandis qu'une société plus riche pouvait se permettre des normes plus élevées en matière d'éducation, de logement, d'aide sociale et d'autres avantages pour les citoyens les plus pauvres. Toutes les classes économiques en ont profité et étaient bien mieux loties dans les années 1910 qu'elles ne l'avaient été 50 ans plus tôt.

✓ **Amélioration des normes.**

Malgré les guerres mondiales et autres interruptions, cette énorme augmentation du niveau de vie s'est poursuivie. L'espérance de vie, l'éducation, l'alphabétisation, la sécurité, la nutrition, les revenus disponibles et le temps libre se sont tous améliorés, tandis que la mortalité infantile, les accidents mortels, les famines et bien d'autres ont diminué. Et la source ultime de tout cela est l'augmentation de la productivité - basée sur les capacités humaines, l'innovation, la motivation, les compétences, le capital humain et physique et le travail acharné, le tout soutenu par des valeurs et des institutions libérales, la liberté de pensée et d'action, les droits de propriété et le libre-échange.

Tout cela s'est produit dans un monde d'inégalités, et non malgré cela. Essayer d'éteindre l'inégalité éteint l'étincelle de l'entreprise et du progrès, comme le démontrent de manière si surprenante la Corée du Nord et la Corée du Sud, ou l'ancienne Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Dans les anciens pays socialistes et soi-disant égaux comme le Vietnam, les nouveaux riches sont beaucoup plus riches que les pauvres, mais même les travailleurs les plus pauvres achètent maintenant des téléviseurs et des motos et sont convaincus que leur prospérité continuera d'augmenter.

L'inégalité peut être un moteur de progrès, ou une conséquence de celui-ci, ou une combinaison des deux. Mais il semble certain que les inégalités et la diversité ont une profonde importance sociale et économique ; et nous devons réfléchir davantage aux conséquences potentielles avant de choisir de les supprimer.

1 7 Conclusion

L'égalité est donc un concept beaucoup plus gênant qu'il n'y paraît à première vue. Cela peut signifier tellement de choses différentes qu'il est difficile de savoir comment le définir. Les gens sont inégaux à bien des égards : ils ont des capacités naturelles différentes, mais ils font aussi des choix différents, prennent des risques différents et ont des degrés de chance différents, qui sont tous des facteurs de leur réussite économique. Ceux-ci et bien d'autres font qu'il est très difficile de savoir comment, ou même si, nous devrions faire quelque chose à ce sujet.

✓ La mesure erronée.

Nous ne pouvons même pas bien mesurer les inégalités, étant donné le caractère sommaire des données et le fait que la péréquation des impôts, des prestations sociales et des prestations en nature de l'État est ignorée - et que les chiffres comparent les personnes à différentes étapes de leur vie. Une fois ces facteurs pris en compte, la prévalence de l'inégalité diminue considérablement. Comparer des pays très différents est encore plus problématique.

✓ Les Justifications erronées

Les justifications courantes pour vouloir une plus grande égalité ne sont pas convaincantes. L'appel à notre humanité universelle pourrait justifier le soulagement de la pauvreté, mais c'est tout à fait différent de l'égalité. Des arguments soi-disant rationnels, par exemple que face à un choix aveugle nous souhaiterions tous vivre dans une société égalitaire, ne se cumulent pas lorsque l'on réfléchit que différentes personnes

ont des attitudes différentes face au risque et à la perspective d'avancement personnel.

L'idée que les riches s'enrichissent tout simplement n'est pas confirmée par les faits, puisque les fortunes montent et descendent. Et la prétendue corrélation de l'inégalité avec une gamme de problèmes sociaux est faible et très sensible à ce que vous incluez.

✓ **Politiques défectueuses.**

Les politiques de péréquation ne sont pas simples non plus. L'égalité de rémunération semble plausible jusqu'à ce que vous réfléchissiez au fait que des heures de travail différentes et des tailles de famille différentes produiront toujours des accusations d'injustice et laisseront les gens inégalement bien lotis. Cela ne tient pas non plus compte du fait que certains emplois sont tout simplement plus agréables que d'autres.

Étant donné l'impossibilité de produire des résultats égaux face à la vaste gamme de capacités, d'attitudes, d'actions et de valeurs différentes de différentes personnes, l'argument se tourne vers l'idée d'égaliser les chances. Mais différentes familles donnent inévitablement à leurs enfants un départ différent dans la vie qui affecte leur progrès, bien qu'il soit impossible de mesurer à quel point leur succès est dû à cela, ou au travail acharné et à la motivation, ou à la chance.

✓ **Les contradictions.**

La redistribution est contradictoire ; cela signifie : traiter les gens de manière inégale pour produire ce que *quelqu'un* croit être l'égalité bien que ce jugement soit inévitablement subjectif. Et il y a un danger considérable à confier à tout

politicien ou fonctionnaire le pouvoir et la discrétion nécessaires pour concrétiser ce jugement.

En effet, le gouvernement semble souvent être le problème, orientant les ressources vers les classes moyennes plutôt que vers les pauvres.

✓ **Mentalité collectiviste.**

L'agenda de l'égalité est essentiellement collectiviste, considérant les individus comme asservis à ce résultat social discutable. Mais la plupart des sociétés sont inégales et les tentatives pratiques pour les égaliser ont été des échecs de courte durée. Nous devrions envisager la possibilité que les inégalités de richesse, de statut ou de hiérarchie, et la simple diversité humaine, puissent avoir des fonctions sociales importantes, telles que la stimulation de l'innovation, de l'investissement, de la productivité et de l'entreprise. Et nous devons nous rappeler que la richesse n'est pas quelque chose qui est pris aux autres - sauf par les criminels et les gouvernements - mais quelque chose qui est *créé* dans les transactions économiques quotidiennes entre divers individus.

✓ **Une meilleure concentration.**

Nous ferions mieux de nous concentrer, non sur l'égalité, mais sur l'amélioration de la condition des plus pauvres et sur le traitement des vrais problèmes sociaux tels que l'échec des écoles publiques, la mauvaise gestion économique et le pouvoir politique. Essayer de mettre fin aux problèmes sociaux en abolissant les inégalités, c'est comme essayer de mettre fin au crime en abolissant la loi. Nous devons nous attaquer directement à nos problèmes sociaux, plutôt que d'espérer que l'égalité les corrigera. Réparer les écoles défailtantes, par

exemple, ferait plus pour stimuler la mobilité et l'égalité que n'importe quelle quantité de redistribution après coup.

Se concentrer sur l'égalité et les « parts du gâteau » ignore le dynamisme d'une économie libre. La hausse de la productivité et la croissance économique ont produit d'énormes progrès dans le niveau de vie de tous. Dans les pays développés aujourd'hui, les pauvres vivent mieux, avec plus de commodités au quotidien, que ne pouvaient en rêver les aristocrates d'hier. En 1836, Nathan Mayer Rothschild, le deuxième homme le plus riche de tous les temps, mourut d'un abcès dentaire : aujourd'hui on soigne les abcès dentaires avec des antibiotiques ; nous donnons même des antibiotiques aux animaux.

✓ **L'impératif moral.**

Si vous pouviez appuyer sur un bouton qui rendrait les plus pauvres du monde deux fois plus riches mais qui, par conséquent, rendrait les plus riches du monde trois fois plus riches n'appuieriez-vous pas ? Non pas que ce soit le vrai choix, puisque les économies les plus avancées économiquement sont plus égales, et à plus d'un titre, que les plus pauvres. Mais concentrez-vous sur les inégalités et nous perdons de vue ce qui est vraiment important : non pas que tout le monde soit égal, mais que tout le monde ait accès à un niveau de vie décent.

Références

Booth, P. et South Wood, B. (2017) Mauvaise pensée d'Oxfam. *Affaires économiques*, numéro 9 : 30-32.

« Sept raisons de ne pas se soucier de la rémunération des dirigeants », *Medium*, 5 janvier 2016 (<https://tinyurl.com/4bxeje7x>).

Bureau du budget du Congrès (2021) *La répartition des revenus des ménages, 2018*. Août.

Galbraith, JK (1958) *La société aisée*. Boston MA : Houghton Mifflin.

Hauser, OP et Norton, MI (2017) (Mauvaises) perceptions de l'inégalité. *Opinion actuelle en psychologie* 18 : 21–25. Le sondage des auteurs suggère que les perceptions que les gens ont de leur société ne reflètent pas fidèlement l'égalité et l'inégalité mesurées.

Hayek, FA (1976) *Le mirage de la justice sociale*. Chicago : presse de l'université de Chicago. Argumente que la « justice sociale » n'est pas compatible avec une véritable justice et est un terme si vague et controversé qu'il ne peut jamais être une base solide pour la politique publique.

Fonds monétaire international (2018) *Économies parallèles dans le monde : qu'avons-nous appris au cours des 20 dernières années ?* Document de travail WP 18/17.

Fonds monétaire international (2020) *Perspectives de l'économie mondiale* (avril), ch. 4.

Jacobs, L., et al. (2021) Concentration de la richesse aux États-Unis en utilisant une mesure élargie de la valeur nette. Document de travail du Département de la recherche 21-6. *Banque fédérale de réserve de Boston*.

Kelley, J. et Evans, MDR (2017) Inégalité sociale des revenus et bien-être subjectif individuel : résultats de 68 sociétés et de plus de 200 000 individus, 1981-2008. *Recherche en sciences sociales* 62 (1): 1-23. Les sondages très étendus des auteurs à travers le monde suggèrent que dans les pays en développement, l'inégalité n'est pas nocive mais probablement bénéfique pour le bien-être des gens.

Milano Vic, BL & Van Der Weide, R. & Milano Vic, BL & Van Der Weide, R., (2014) « L'inégalité nuit à la croissance des pauvres (mais pas à celle des riches) » , Série de documents de travail sur la recherche sur les politiques 6963, *La Banque mondiale* .

Morgan, M. et Nef, T. (2020) Quoi de neuf sur les inégalités de revenus en Europe (1980-2019) ? Note d'information 20/24. *Laboratoire sur les inégalités mondiales*.

National Bureau of Economic Research (2017) L'écart de rémunération entre les sexes s'élargit avec l'âge. *Le Digest*, n° 7.

Norberg, J. (2016) *Progrès : Dix raisons de regarder vers l'avenir*. Londres : Oneworld Publications.

Office for National Statistics (2021) *Effets des impôts et des prestations sur le revenu des ménages britanniques : exercice financier se terminant en 2020*.

Pew Research Center (2013) Ce que les hommes, les femmes apprécient dans un emploi dans *On Pay Gap, Millennial Women Near Parity - For Now* (<https://tinyurl.com/2p8w2cz9>).

Ramsey Solutions (2021) Combien de millionnaires ont réellement hérité de leur fortune ? (<https://tinyurl.com/2p8wfu7t>).

En ligne Ravallion, M. (2016). Les plus pauvres du monde sont-ils laissés pour compte ? *Journal de la croissance économique* 21, 139–164 <https://doi.org/10.1007/s10887-016-9126-7>

Rawls, John (1971) *Une théorie de la justice*. Cambridge MA: Harvard University Press

Starmans, C., Sheskin, M. et Bloom, P. (2017) Pourquoi les gens préfèrent les sociétés inégales. *Nature Human Behaviour* 1, Article 0082. Le sondage des auteurs montre que lorsqu'on les interroge sur la répartition idéale des richesses dans leur pays, les gens préfèrent les sociétés inégales tant qu'elles sont justes.

Banque mondiale (2016) *Pauvreté et prospérité partagée 2016 : lutter contre les inégalités*.
<https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0958-3>

Banque mondiale (2019)
PovcalNet <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/data.aspx>

Revue de la population mondiale. Inégalité de richesse par pays 2022. (<https://tinyurl.com/2p9xkbww>).

« Les affirmations d'Oxfam sur les inégalités ne sont pas seulement trompeuses. », *CapX*, 21 janvier 2019, <https://capx.co/oxfams-inequality-claims-arent-just-misleading-theyre-untrue/>

Lectures complémentaires

- **Le récit de l'égalité**

Pickett, K. et Wilkinson, R. (2010) *Le niveau à bulle : pourquoi l'égalité est meilleure pour tout le monde*. Londres : Pingouin. Suggère que presque tous les problèmes sociaux, de la maladie mentale à la violence en passant par l'analphabétisme, sont le produit de l'inégalité d'une société, et non de sa richesse.

Piquetty, T. (2017) *Capital au XXIe siècle*. Cambridge, MA: Harvard University Press. Suggère que le rendement du capital est toujours supérieur à la croissance économique en général, ce qui signifie que les riches deviennent inévitablement plus riches.

Stiglitz, J. (2013) *Le prix de l'inégalité*. Londres : Pingouin. Critique l'instabilité du marché et l'échec politique et soutient que les résultats sont fondamentalement injustes.

- **Les réfutations du récit**

Arnott, Robert, Bernstein, William et Wu, Lillian (2015) Le mythe de la richesse dynastique : les riches s'appauvrissent. *Caton Journal* 35(3). Démontre les failles de l'affirmation de Piketty selon laquelle les riches s'enrichissent et montre comment et pourquoi la richesse se dissipe.

Delsol, JP., Lecaussin, N. et Martin, E. (Eds.) (2017) *Anti-Piketty : Capital for the 21st Century*. Washington, DC : Cato Institute Press. Vingt économistes, historiens et fiscalistes examinent les inégalités, la croissance, la richesse et le capital, critiquant l'analyse et les solutions de Thomas Piketty.

Snowdon, C. (2010) *The Spirit Level Delusion: Fact-Checking the Left's New Theory of Everything*. Londres : Institut de la démocratie. Fait valoir que l'affirmation du *niveau spirituel* manque de preuves empiriques et attribue à tort les problèmes sociaux à l'inégalité plutôt qu'à des causes plus larges.

- **Critiques générales**

Bourne, R. et Edward, C. (2019) *Exploration des inégalités de richesse*. Washington, DC : Cato Institute Press. Fait valoir que l'inégalité des richesses a augmenté modestement, mais principalement en raison du progrès économique qui a été très bénéfique pour le grand public.

Bourne, R. et Snowdon, C. (2016) *Peu importe l'écart : pourquoi nous ne devrions pas nous soucier des inégalités*. AIE Discussion Paper 70. Londres : Institute of Economic Affairs. Critique les idées selon lesquelles la répartition des revenus et de la richesse est un jeu à somme nulle et peut être facilement contrôlée, ce qui détourne notre attention de l'objectif d'amélioration du niveau de vie des plus pauvres.

Cavenagh, M. (2002) *Contre l'égalité des chances*. Oxford : Clarendon Press. Fait valoir que l'égalité des chances est une expression tellement vague et fourre-tout qu'elle est inutile comme guide politique.

Conrad, E. (2016) *L'envers de l'inégalité : comment les bonnes intentions minent la classe moyenne*. New York : portefeuille. Affirme que l'obsession de l'inégalité est malavisée, émousse les incitations et crée une pénurie de talents qualifiés dont nous avons besoin pour l'économie du savoir d'aujourd'hui.

Letwin, W. (Ed.) (1983) *Against Equality: Readings on Economic and Social Policy*. Londres : Palgrave. Série d'essais d'éminents philosophes, économistes et spécialistes des sciences sociales,

remettant en question le récit orthodoxe de l'inégalité et de la redistribution.

Sowell, T. (2016) *Richesse, pauvreté et politique*. New York : Livres de base. Explore les raisons des disparités de revenu et de richesse entre et parmi les nations. Il examine l'effet de différentes combinaisons de différents facteurs géographiques, culturels, politiques et autres sur la croissance économique.

Sowell, T. (2018) *Discrimination et disparités*. New York: Basic Books (édition révisée et augmentée, 2019). Remet en question les explications à un seul facteur des différences économiques telles que la discrimination ou l'exploitation, et explique pourquoi certaines des politiques fondées sur celles-ci se sont révélées si contre-productives.

Watkins, D. et Brook, Y. (2016) *Equal is Unfair: America's Misguided Fight against Income Inequalities*. New York : presse de Saint-Martin. Critique le récit des inégalités et les politiques de redistribution telles que les plafonds salariaux des PDG et les salaires minimums, et fait valoir que le récit nuit à la mobilité économique.

Débats

Furchtgott -Roth, D. (Ed.) (2020) *United States Income, Wealth, Consumption, and Inequality* . Oxford : presse universitaire d'Oxford. Essais explorant l'inégalité des revenus aux États-Unis, arguant qu'elle n'est pas facilement quantifiable, conduisant à différentes explications et réponses politiques.

Narveson , J. et Sterba , JP (2010) *Liberté et égalité sont-elles compatibles ? (Pour et contre)*. Cambridge : Cambridge University Press. Deux philosophes débattent de la compatibilité du principe politique de liberté « négative » avec l'égalité.

INTRODUCTION AUX INEGALITES ECONOMIQUES

La question de l'inégalité économique en est venue à dominer le débat économique et politique, avec un nombre croissant de livres et d'articles.

L'égalité est généralement considérée non seulement comme une bonne chose en soi, mais comme quelque chose qui apporte d'autres valeurs telles que la santé et la confiance.

À première vue, les statistiques semblent choquantes, avec quelques riches gagnant la majeure partie des revenus mondiaux et possédant la majeure partie de la richesse physique et financière du monde. L'inégalité a été liée à une espérance de vie plus courte, à une éducation médiocre, à la maladie mentale, à l'obésité, à l'instabilité politique et à d'autres problèmes sociaux.

Les militants réclament des impôts sur la fortune, une expansion de l'État-providence et des salaires minimums plus élevés. Cependant, il y a de profondes failles dans ce récit.

Par exemple, l'inégalité est difficile à mesurer. Alors que les revenus avant impôt semblent très inégaux, les impôts et les prestations sociales (y compris l'accès à l'éducation, au logement et aux soins de santé) réduisent considérablement les inégalités réelles de niveau de vie. Une grande partie des avantages que les gens tirent de leur travail n'est pas seulement financière, mais aussi stimulante, agréable et satisfaisante.